

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 806-00-80 à 84.  
Télex: PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication: Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire: 46722.  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

SAMEDI  
20 MARS 1976

## L'INVITATION

Venant après la victoire de la gauche aux élections cantonales, le déjeuner de François Mitterrand à l'ambassade des Etats-Unis constitue un révélateur efficace des tendances et des contradictions de la lutte politique engagée en France entre la majorité et l'opposition.

La réaction la plus vive est celle de Chirac qui trouve la visite « choquante au regard de la dignité qui doit être celle des hommes politiques français ». Ce sursaut de dignité apparaît cependant d'autant plus tardif et tactique, que les déclarations autrement inquiétantes de Haig et Kissinger n'avaient suscité aucune mise au point de sa part.

Georges Marchais s'est contenté de préciser qu'il « était impensable qu'il aille déjeuner avec l'ambassadeur américain » et de remettre à sa place Chirac: mise au point somme toute modérée, qui se contente d'un désaveu implicite de l'initiative prise par Mitterrand.

L'important dans cette affaire, c'est que le premier secrétaire du PS, se comporte de plus en plus ouvertement, dans ses démarches, qu'il s'agisse de son périple algérien ou de ses déjeuners diplomatiques, comme un chef de gouvernement fantôme. Dimanche dernier, lors de la conférence des partis socialistes à Lisbonne, sa politique d'alliance avec le PC s'est trouvée en minorité, puisque le dirigeant du parti socialiste espagnol a appuyé la politique ouvertement atlantiste de Mario Soares. De toute façon Mitterrand n'a pas le choix: rompre l'Union de la Gauche condamnerait le PS à une nouvelle groupuscularisation dont il aurait du mal à se remettre; et puis, jusqu'à présent c'est lui qui tire les meilleurs marrons du feu unitaire.

Il se contente donc de rassurer les siens en montrant combien sa politique est payante et réaliste. En cas de crise aussi grave que celle qui secoue aujourd'hui l'Italie, la bourgeoisie pourrait appeler à la rescousse une gauche dominée par le PS et non par un PC toujours suspect. Il est donc allé expliquer à l'ambassadeur américain que ses alliances politiques ne sont nullement contradictoires avec des engagements atlantistes. D'ailleurs le programme commun se garde bien de remettre en cause le système des alliances en vigueur.

Féger Chirac et Edgar Faurj ont manifesté plus de lucidité que Chirac en qualifiant de normale la visite de Mitterrand. Faute d'avoir pu former une coalition de centre gauche incluant le PS, il faudra bien, en cas de débâcle électorale de la majorité, que la bourgeoisie éclairée se résigne à un gouvernement de gauche, en comptant sur les loyaux services du PS pour garder le contrôle de la situation. C'est en tout cas ce que Mitterrand s'efforce patiemment de lui expliquer depuis la secousse de Mai 68.

Daniel Bensaïd

## La bourgeoisie italienne dans l'impasse

# LE PCI A LA RESCOUSSE

- Zaccagnini (DC): il faut « responsabiliser » l'opposition communiste.
- Pajetta (PC): « pour une convergence plus ample des forces politiques italiennes ».
- Mouvement de grèves spontanées dans les grandes usines.

Pour ne pas risquer la défaite, il faut éviter l'affrontement. Telle est la leçon que tira Enrico Berlinguer de l'écrasement de l'Unité populaire au Chili. Et il ne cesse, depuis lors, de tendre la main à une Démocratie chrétienne qui, comme l'autruche, préfère se replier sur elle-même en une lutte intestine dépassée, plutôt que de faire face à la faillite de sa politique. Les anciens alliés de la DC (PS et Républicains) sonnent l'alarme: mieux vaut s'allier avec le diable maintenant que le laisser nous dévorer demain.

Aldo Moro reçoit Berlinguer, tandis que Zaccagnini (secrétaire de la DC) explique devant son congrès qu'il faut « responsabiliser » l'opposition communiste sans l'intégrer au gouvernement.

On semble s'acheminer à petits pas vers un double pouvoir de type nouveau: une coquille vide qui a pour nom gouvernement et une plateforme d'« union nationale » chargée d'imposer le redressement de l'économie capitaliste italienne.



Travailleurs d'Innocenti.

- La crise monétaire et l'Europe p. 6
- Espagne: la « démocratie » sélective p. 3
- Etudiants: le plus fort mouvement depuis 68 p. 9



## LA GROGNE DES ROULANTS

- La gare de Paris-Lyon paralysée hier soir
- Sur le réseau sud-est, prolongation de la grève

A la suite d'une assemblée générale tenue au milieu de la journée, hier, les agents de conduite de la gare de Paris-Lyon ont décidé démocratiquement de continuer la lutte engagée depuis deux jours. Soutenus par la F.G.A.A.C et la CFDT de ce centre, ce mouvement qui doit durer jusqu'à lundi, est aussi appuyé par de nombreux militants CGT.

Ce désaveu cinglant de la direction du syndicat des cheminots CGT est le signe de la combativité qui règne dans cette catégorie. D'autres dépôts ont pris la même position. Là où le travail a repris, on s'organise déjà pour la journée de lundi, qui s'annonce comme un temps fort de la mobilisation. Cette grève « sauvage » des roulants touche la SNCF en pleine période de départ en vacances.

Voir nos informations en page 6

## Où la morale triomphe sans partage

Si vous voulez faire fortune dans le commerce du porno, ouvrez une sex-shop à Barbès mais ne faites pas dans la pornographie alimentaire. C'est un jugement que vient de rendre la Cour d'appel de Bourges qui nous inspire ce conseil désintéressé. Deux pâtisseries s'étaient avisés de confectionner des friandises en forme de zizis: succès immédiat et foudroyant. Mais c'était sans compter sans le dupont-la-joie de service qui, passant par là, s'en fut cafarder aux gendarmes. Relaxés une première fois, les deux compères ont été condamnés à mille francs d'amende chacun pour outrage aux bonnes mœurs sur appel du Parquet. Le phallus ne passera pas.

## Armée

# EN PLEINE FORME LES COMITES DE SOLDATS

C'est à une impressionnante floraison de bulletins de comités qu'on assiste ces jours derniers. Des grands anciens et des petits nouveaux. Tous attestent de la vitalité de la lutte des soldats. Tout se passe comme si, après la phase de réajustement et de réaccumulation des forces rendue nécessaire par l'opération Cour de sûreté de l'Etat, les comités repartaient de l'avant, plus décidés que jamais à défendre leurs revendications et à élargir leur audience. Ce souci apparaît clairement dans toutes les feuilles à travers l'explication détaillée de chaque mot d'ordre, l'illustration minutieuse de chaque revendication à la lumière des événements propres à la caserne.

Ce regain d'activité, cette insolence dans l'apparition sont d'autant plus remarquables que c'est une répression féroce qui sévit actuellement dans les casernes. En effet, si le juge Gallot a fini par libérer les inculpés civils, c'est par dizaines que des appelés se retrouvent au trou. La Sécurité militaire s'en donne à cœur joie, se sentant tout permis, elle multiplie les ouvertures de courrier, les fouilles de placards, les filatures. Résultats: arrêts de rigueur et mutations en masse, souvent, il faut le dire, à l'aveuglette.

Suite page 4

ITALIE Le congrès de la Démocratie-chrétienne

## UN AFFRONTEMENT A RETARDEMENT

C'est dans un climat « dramatisé » par les événements de mercredi que s'est ouvert le 13<sup>e</sup> Congrès de la Démocratie Chrétienne à Rome. Enrico Berlinguer sortait à peine du Bureau du Premier ministre. La direction de la DC qui s'oppose de façon acharnée à toute collaboration avec les communistes depuis près de deux ans se prononce maintenant pour une « collaboration régulière » avec le PCI. Voilà qui a de quoi désorienter un Parti qui a du mal à s'extirper des luttes de coteries pour faire face à la banqueroute de sa gestion du pays. Les débats qui vont se dérouler seront certainement suivis avec intérêt par Giancarlo Pejetta et Enrico Berlinguer qui président la délégation du Parti Communiste invitée au Congrès.

Rome, le 19 mars

Le rapport de Zaccagnini (secrétaire général) à l'ouverture du Congrès de la Démocratie-Chrétienne a confirmé les énormes difficultés auxquelles est confronté le principal parti de la bourgeoisie italienne : on ne peut aller vers le « compromis historique » a dit Zaccagnini, car, même si le PCI affirme abandonner la dictature du prolétariat, il veut le socialisme et donc l'abolition du capitalisme. De plus, si l'on réalisait le compromis historique, le déplacement à gauche des partis « intermédiaires » (PSI, Républicains) serait inévitable, et la DC se trouverait isolée. Mais que propose-t-il à la place ? Tout en reconnaissant la fin évidente du centre-gauche, le secrétaire de la DC relance inlassablement comme perspective l'alliance entre son parti et le Parti Socialiste ; il y ajoute quelques bavardages populistes sur la nécessité d'accroître « l'autonomie des forces sociales », qui ne visent qu'à masquer la nature réelle de la Démocratie-Chrétienne, principal parti de la bourgeoisie italienne. Zaccagnini souligne également dans son rapport que la DC ne veut pas cristalliser autour d'elle les forces conservatrices de la société italienne. Mais cette déclaration est destinée à rester sur le papier : à la première polarisation entre les classes seule la DC pourra jouer et jouera ce rôle de regroupement des forces de la réaction.

En somme, le secrétaire général n'a rien proposé, sinon de continuer à avancer à l'aveuglette. Le rapport n'a apporté aucune lumière sur ce qui allait sortir de ce congrès qui, comme cela était prévisible, apparaît avant tout, comme une tentative de règlement des rapports internes, plutôt que comme une réponse aux problèmes de la société italienne. Et même sur la question des rapports internes, la division est grande entre les différents courants : Fanfani, représentant de la droite semble toujours en faveur d'une confrontation frontale entre les tendances, tandis qu'Andreotti semble

ALFA-ROMEO, FIAT...

Face aux mesures gouvernementales

## LA COLERE OUVRIERE S'ETEND

Turin, le 19 mars.

Les protestations ont explosées dans de nombreuses usines dès qu'a été connue l'intention du gouvernement d'augmenter le litre d'essence à 400 litres. A l'Alfa Romeo de Milan, les syndicats avaient prévu une grève de trois heures pour jeudi, mais la colère ouvrière a transformé cette grève en une grande manifestation en ville

jusqu'à la préfecture. Les travailleurs d'autres usines, comme la Magneti Marelli de Milan et l'Alfa Sud de Naples ont bloqué les autoroutes voisines, les gardes, ou ont assiégé les bâtiments publics.

Ces nouvelles manifestations de combativité sont portées par une vague de luttes lancées par la base depuis le début de la semaine dans toute l'Italie, en riposte à la hausse du coût de la vie

droits des esquimaux « contre de la verroterie et des gadgets ».

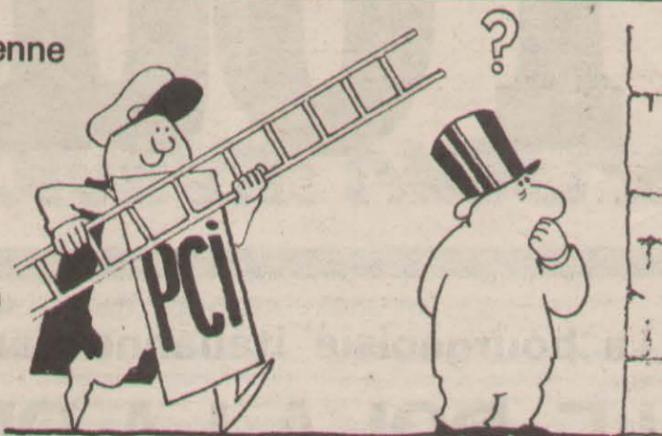
Depuis, la rébellion s'est étendue sur tout le territoire canadien et les revendications territoriales portent aujourd'hui sur plus de quatre millions de km<sup>2</sup> (près de la moitié de la superficie du Canada) riches en pétrole, gaz, or et uranium. Quelques 18 000 indigènes du Nord-ouest voudraient créer leur propre province et obtenir leur autonomie. Ils préconisent la création d'un nouveau territoire qui serait baptisé « Hunaut » (Notre terre), première étape vers la constitution d'un gouvernement autonome, au sein de la confédération.

Depuis quelques années les indiens Cris du Grand Nord sont menacés d'empoisonnement du fait du développement de l'extraction du mercure. Chaque semaine, les compagnies minières déversent dans les lacs et les rivières, des milliers de tonnes de déchets contaminés par le mercure. Or les poissons sont parmi les organismes vivants qui accumulent et retiennent le plus le mercure. Et les poissons constituent la base de l'alimentation des Cris du Nord-ouest québécois et du Nord-ontarien.

Après les exterminations massives de l'époque de la conquête et de l'évangélisation, après les ravages causés par l'alcool et la syphilis, les Indiens Cris risquent aujourd'hui de mourir de la maladie de MINAMATA (1). C'est une maladie génocidaire dont le capitalisme, et lui seul, est responsable. Aussi la lutte des peuples indigènes contre la destruction de leur territoire, de leur mode de vie, pour la survie et leur autodétermination n'est elle pas un combat rétrograde contre les bienfaits de la civilisation. C'est une lutte anti-capitaliste qui fait partie intégrante du combat pour la révolution socialiste.

Julien Tonnac

(1) « La maladie de Minamata » est apparue pour la première fois au Japon, dans la petite ville de Minamata. Des familles entières de pêcheurs avaient été empoisonnées par le poisson qu'elles consommaient quotidiennement. Depuis des années la corporation pétrochimique Chisso rejetait dans la baie des eaux polluées par le mercure qu'elle traitait.



Fanfani et Forlani, deux fleurons du personnel politique de la bourgeoisie italienne.

pencher pour la recherche d'un compromis. Si les choses devaient aller ainsi, le congrès de Rome ne devrait pas représenter un point important dans l'évolution de la situation politique italienne, et l'affrontement entre les différents courants de la DC sera renvoyé aux échéances déterminées par le rythme des tensions sociales et des luttes ouvrières.

Mais la crise du Parti est telle que tout peut arriver à ce Congrès. Pour savoir si la crise démocrate-chrétienne sortira des limites des batailles de pouvoir pour donner vie à un débat de fond, il faudra attendre les premières interventions, en particulier celles des hommes de Fanfani.

DE NOTRE CORRESPONDANT  
Edgardo Pellegrini

## aux quatre coins du monde

CAMBODGE :  
ELECTIONS  
NATIONALES

515 candidats se présentent aujourd'hui aux élections du Conseil des représentants du peuple. La plupart des cadres Khmers rouges confirmés lors du congrès d'avril 75 du FUNK seront candidats. La fonction de cette assemblée, qui comptera 250 membres, (50 représentants des ouvriers, 50 des soldats et 150 des paysans), sera de légiférer et de diriger la politique extérieure du Cambodge.

(AFP)

CISJORDANIE

L'action entreprise par les jeunes arabes de Cisjordanie contre le droit que veulent s'arroger les extrémistes juifs en priant sur l'esplanade du principal lieu musulman de Jerusalem, prend une dimension internationale.

La répression engagée par l'Etat sioniste est d'une rare violence. Shimon Peres, ministre de la défense déclarait jeudi « Nous n'hésiterons pas à prendre toutes les mesures pour rétablir la paix et la tranquillité en Cisjordanie, une intervention minimum de l'armée israélienne sera nécessaire ».

Les mouvements en cours montrent l'apparition d'une nouvelle génération de militants combattifs, hors du contrôle des notables palestiniens.

Une dure épine dans la botte sioniste.

ARGENTINE :

en  
cas de  
coup d'Etat militaire  
grève nationale.

Buenos-Aires, 19 mars (AFP)

Les syndicats péronistes ont annoncé vendredi qu'ils décrèteraient la grève nationale avec occupation des usines en cas de coup d'Etat militaire en Argentine contre le gouvernement de la présidente Maria Estela Peron.

Cette information diffusée par un porte-parole des organisations intervient à un moment où de fortes rumeurs évoquent depuis plusieurs jours la possibilité d'une interruption brutale du régime constitutionnel.

et à la politique du gouvernement.

A la Fiat Mirafiori de Turin, depuis le 12 mars, il y a eu des arrêts spontanés décidés par de nombreuses équipes. Lundi, lors de l'annonce officielle de la première augmentation du prix de l'essence, à 350 litres le litre, une majorité d'équipes arrêtaient le travail dans toute l'usine. De violentes discussions s'engageaient avec les représentants des syndicats qui voulaient se contenter d'une grève de 2 heures (pour le contrat) le jeudi.

Les dirigeants syndicaux se virent contraints d'avancer la grève au mardi : lors de grandes assemblées à l'atelier mécanique N° 2 et aux Presses, les ouvriers les empêchèrent de parler et décidèrent de prolonger la grève jusqu'à la fin du tour. De grands cortèges défilèrent dans l'usine, bloquant les grilles, se rendant à l'atelier mécanique N° 1 pour le faire débrayer. Mercredi, une grande assemblée dans l'usine, à laquelle participait le secrétaire général de la CGIL (syndicat de tendance communiste) se transforma en une nouvelle manifestation de protestation. Les ouvriers quittèrent l'assemblée et organisèrent un grand cortège dans l'usine. Au début de l'assemblée, de nombreux travailleurs ont non seulement critiqué les formes de lutte mais ont également demandé une rediscussion de la plateforme revendicative pour les contrats. D'autres établissements FIAT de Turin, moins combattifs par le passé, ont manifesté pour la première fois leur colère de façon très dure. Par exemple, pour la première fois, les ouvriers de la Lizzotto ont bloqué les grilles de l'usine.

de notre correspondant  
Rocco Papandrea

SOLIDARITE  
URUGUAY

La section uruguayenne de Amnesty international organise le dimanche 21 mars à 20 h 30 un gala à l'église Saint-Séverin (31, rue des Prêtres St-Séverin, M<sup>o</sup> St-Michel) en solidarité avec les prisonniers politiques.

il ne lit pas  
POLITIQUE



en vente chaque jeudi : 4 F  
abonnement annuel : 150 F  
14-16, rue des Petits-Hôtels,  
Paris 10<sup>e</sup>  
CCP La Source 32.760.99

## CANADA :

La lutte des Esquimaux et des Indiens du Grand Nord  
DE LA VERROTERIE  
CONTRE DU PETROLE ET DE L'URANIUM

Un bon indien est un indien mort. C'est sans doute ce que doivent penser les dirigeants des compagnies pétrolières et minières qui prospectent dans le Nord-ouest du Canada, devant les revendications territoriales posées par les indigènes. Depuis le début des travaux d'aménagement du vieux projet hydraulique de la baie James, au nord du Québec, les indiens et les Inuits (esquimaux) de la région avaient entrepris une longue guerre judiciaire pour faire reconnaître leurs droits. Un accord avait même été conclu entre le gouvernement du Québec et des représentants des 4000 Inuits et des 6000 indiens Cris de la province, au terme duquel les indigènes recouvreraient la propriété de 8100 Km<sup>2</sup> de terres et des droits exclusifs de chasse et de pêche sur 90 640 Km<sup>2</sup> de territoire. En contrepartie, les indigènes s'engageaient « à abandonner toutes leurs réclamations, droits, titres, et intérêts sur et dans ces terres du Québec ». Ils percevaient en outre une compensation de 225 millions de dollars. Mais cet accord fut contesté par les habitants de quatre villages Inuits qui accusaient le gouvernement de se conduire en « colonisateur », et d'acheter les

## ESPAGNE

Les décisions du Conseil des ministres.

### LA DEMOCRATISATION SELECTIVE

Les remaniements dans le haut état-major que nous annonçons hier ont eu lieu en Espagne : pour le moment, le chef d'état-major conserve ses fonctions, mais les généraux José Vega et Gutiérrez Mellado deviennent respectivement capitaine général des régions de Madrid et de Barcelone.

D'autre part, le conseil des ministres a adopté un projet de légalisation des associations politiques qui sera déposé aux Cortès. Ce projet restrictif exclut de la légalisation les associations dont les buts seraient « la subversion violente, la destruction de l'ordre juridique ou l'instauration d'un régime totalitaire » ; il interdit également de s'associer pour « porter atteinte à l'unité de la patrie, à sa souveraineté, son indépendance ou sa sécurité ». Le projet d'assouplissement du droit d'expression

dans la presse notamment maintient les mêmes limites. Enfin un article a été ajouté au Code pénal, qui prévoit des sanctions contre les piquets de grève « qui essaye d'empêcher le libre exercice du droit au travail ».

Ces décisions vont dans le sens des projets gouvernementaux visant à exclure de la vie politique légale le Parti communiste et l'extrême-gauche. Ils légalisent les mesures arbitraires qui peuvent être prise contre toute agitation révolutionnaire ou nationaliste. Plus que jamais, les travailleurs espagnols répondront à ce simulacre de démocratisation en exigeant l'intégralité de leurs droits : la libération immédiate de tous les prisonniers politiques ; le retour de tous les exilés ; le droit de se réunir, de s'associer, de s'exprimer sans aucune restriction ni censure ; l'élection immédiate d'une Assemblée constituante au suffrage universel, direct et proportionnel.

Une réunion de délégués au siège du syndicat vertical.

## L'INSOLENCE DE LA DEMOCRATIE OUVRIERE

De notre correspondant à Barcelone

Jeudi 18 mars. Devant un ciné, dans un quartier populaire de Barcelone. Il met son anti-voile à sa mobylette, saisit son sac de sport et, la reconnaissance est faite, il m'entraîne dans un bar proche pour m'expliquer l'objet de la réunion : une coordination de délégués ouvriers de la construction, élus en assemblées de travailleurs au niveau des quartiers et de la zone. Il s'agit de désigner ceux qui participeront à la rencontre nationale dimanche pour tirer le bilan des récentes grèves et préparer les prochaines luttes.

Déjà 19 heures. Nous nous engouffrons dans le métro Villa Laïetana, dans cette avenue où, le 26 février, quelques 30 000 grévistes du bâtiment, avec leurs femmes, ouvrières comme eux pour la plupart, ont essuyé les grenadages et les rafales de balles de caoutchouc de la police armée, ripostant à coups de pierres, de pieds de biche, dressant une barricade et tenant le pavé pendant plus de 4 heures aux cris de : « Dissolution des corps répressifs ! »

Une trentaine d'ouvriers, réunis en demi-cercle au pied d'une verrière, dans un couloir, la plupart debout. Un maçon, la trentaine, note sur un journal replié l'ordre du jour, et les présents. Les plus grands chantiers de Barcelone sont là, mais aussi ceux de Badalona, Santa Coloma, Hospitalet et Vilafranca. Par contre, pas de représentants de l'assemblée des chômeurs qu'il faut contacter d'urgence.

On passe au point suivant : pourquoi la rencontre et qui y va ?



Celui qui lève le poing au milieu des pompiers en grève est « Pepé », policier municipal élu comme délégué des grévistes en assemblée.

Tout le monde est d'accord sur l'importance de l'initiative puisqu'il s'agit de prévenir un coup fourré du « tribunal (fasciste) du travail », qui peut casser les accords imposés au patron. Un débat s'instaure sur la représentativité d'une telle réunion. En trente minutes, une dizaine de « compagnons » se sont inscrits en levant la main. En moins de cinq minutes, chacun, avec des gestes précis, sans bavardage inutile, a exposé son opinion. Tous ont été attentivement écoutés. Deux préoccupations se dégagent : tout faire pour que les délégués soient vraiment l'émanation des assemblées de travailleurs et assumer au mieux l'information de ces derniers (pendant les quinze jours de grève de février-mars, ils ont sorti un journal de lutte quotidien). Unanimité pour appeler à une assemblée de compte-rendu, la plus massive possible, ici même mardi. Pour cela, un demi tract d'appel sera sorti (on ne dit ni où, ni comment) pour être collé sur les chantiers, et donnant l'ordre du jour.

Finalement, cinq délégués sont

désignés au consensus. Ils se verront ailleurs pour savoir le lieu et l'heure de la rencontre nationale. Tout cela est dit clairement. « Naturellement », aucun prénom ne sera prononcé durant la réunion. Pourtant tous se connaissent, certains même très bien. Une manière d'appariteur cravaté et costardé, qui tournait depuis quelques minutes annonce : « Messieurs, c'est terminé ; on ferme... » Il est 20 heures. On règle les derniers détails et le groupe s'achemine vers la sortie en discutant fraternellement.

Au moment de se séparer, un maçon se précipite vers mon voisin et lui transmet en un clin d'oeil le bulletin clandestin des Commissions ouvrières de la construction, qu'il cachait dans son journal. Au pied de l'immeuble, ils s'attardent un peu, puis s'éloignent tranquillement. J'allais oublier : cette réunion vient d'avoir lieu au siège du syndicat vertical (CNS) de Barcelone. Y compris dans ces murs la démocratie ouvrière sait imposer sa loi.

Artur Grau

## LIBAN

### SITUATION EXPLOSIVE POUR LE DERNIER EPISODE DE LA CRISE

L'avion dans lequel, vendredi matin, avait pris place le premier ministre R. Karamé, a été atteint par une roquette incendiaire sur l'aéroport de Beyrouth. Le chef du gouvernement est indemne. Il se rendait à Damas, dans le cadre de la médiation syrienne. Les diverses parties en présence se rejettent la responsabilité de l'attentat.

de notre correspondant Beyrouth, le 19.3.76

Les combats font rage à Beyrouth et dans sa banlieue. L'artillerie lourde détruit ce qui restait encore de la région des grands hôtels, où Kataeb et PNL (droite chrétienne) appuyés par des tanks de l'armée dissidente pro-Frangié (Président de la république et chef de clan) s'opposent depuis le début de la semaine aux forces « communes » de la résistance palestinienne, de la gauche libanaise et des lieutenants de l'Armée du Liban arabe, commandée par le lieutenant Ahmad el Khatib.

#### MARQUER DES POINTS

La situation militaire explosive a évolué en deux temps : dès le coup de force du 11 mars, les partis de la droite chrétienne ont réactivé la tension militaire dans le but de faire échec à la tentative bonapartiste du brigadier Ahdab, qui ne pouvait réussir qu'aux dépens de leur influence politique au sein même des masses chrétiennes.

C'est cela surtout et non pas le feu attachement à Frangié qui est à la base de leur attitude hostile à Ahdab.

L'évolution de la situation militaire les deux derniers jours (surtout dans la région du palais présidentiel) est due à l'initiative des forces progressistes qui veulent à tout prix contrer la droite syrienne, appuyée par la droite chrétienne libanaise de « régler le problème de la sécurité d'abord... le problème politique ensuite », cette tentative laissant une grande marge de manoeuvre à Frangié et ses alliés et retardant le délai de la démission du président libanais.

Une vingtaine de morts par jour, et plus de cent tués les deux derniers jours, tel est le bilan de la controverse autour de la démission de Frangié dont personne ne discute le principe, mais bien les modalités et dont dépendra le nouveau régime et ses points de force.

En plus de la région des grands hôtels où les combats font une vingtaine de tués et de blessés par jour. Des accrochages de moindre

importance ont eu lieu entre les quartiers de Achrafieh et Borj-Hammoud, de Chiyah et Ayn el Romaneh. Les francs-tireurs dominent les principales artères de la ville qui apparaît totalement paralysée depuis le coup du 11 mars du brigadier Aziz el Ahdab (qui a exigé la démission du président libanais et l'élection d'un nouveau président dans le bref délai).

#### EXTENSION DES COMBATS

Cependant, alors que la Syrie reprenait sa médiation entre les différentes fractions politiques libanaises (en vue d'arriver à une solution politique de la crise), les combats ont pris mercredi et jeudi un nouveau tournant, risquant d'embraser le pays en entier.

En effet, les combats aux armes lourdes se sont étendus à la région du Mont Liban où s'affrontent les partisans de Kamal Jomblatt (bourgeoisie libérale et leaders de la gauche réformatrice libanaise) aux partisans de Frangié. Ces affrontements ont une signification particulière dans la mesure où ils se déroulent à proximité du palais présidentiel de Baabda et du siège du ministère de la Défense occupés par les hommes armés de Frangié. Des dizaines d'obus sont tombés dans la zone du palais les deux derniers jours et le clan Frangié a subi des pertes assez considérables.

Les combats se sont étendus aussi au nord du Liban, enflammant toute la région du Koura, entre les Zghortiot (village de Frangié) et les tripolitains soutenus par les militaires de l'armée du « Liban arabe », sous le commandement du major Maamari.

Le régime syrien établit des contacts dans le but d'arriver à un assouplissement de la position de la gauche libanaise, sinon à l'isoler complètement en gagnant à son point de vue la bourgeoisie musulmane, allié puissant de la gauche réformatrice.

Ahdab lui-même a déjà donné sa caution à la médiation syrienne par laquelle il subit le moins de perte.

#### VERS LA PARTITION ?

La crise libanaise, vieille de douze mois, vit son dernier épisode... La solution la plus probable est la réussite de la médiation syrienne qui se traduira par la mise en place d'un nouveau gouvernement « fort ». La réunification de l'armée libanaise et l'élection par la chambre des députés d'un nouveau président approuvé par la droite chrétienne et surtout Frangié.

Mais si la droite libanaise persiste dans son refus de composer avec les autres forces de l'échiquier politique libanais et si l'impasse politique subsiste, la partition du Liban qui apparaît aujourd'hui à l'horizon politique sera la seule voie possible pour Frangié et ses alliés.

J.L. Bourret

## AFRIQUE DU SUD

### VIOLENTE MANIFESTATION CONTRE L'APARTHEID

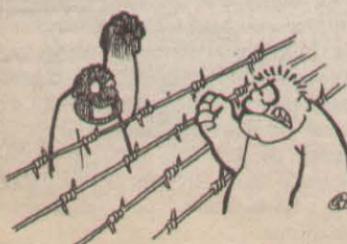
Plusieurs milliers de manifestants en majorité noirs se sont rassemblés devant la Cour suprême, en plein ventre de la ville, où sept africains étaient jugés pour « activités terroristes » ; poings levés et chantant des airs révolutionnaires ils se sont affrontés aux policiers et aux chiens dressés lorsque ceux-ci ont essayé d'appréhender des distributeurs de tracts, notamment ceux de l'ANC (Congrès National Africain, l'organisation principale qui lutte clandestinement contre le régime).

Les affrontements ont été d'une violence extrême, en domageant des voitures, des immeubles et la

gare de chemin de fer pour noirs. De très importants renforts ont été appelés par la police qui, dans la journée de vendredi, quadrillait la ville satellite noire de Soweto, où vivent la quasi totalité des Africains travaillant à Johannesburg. Ce regain spectaculaire des luttes des noirs, marqué notamment par des grèves, est en rapport avec l'évolution de la situation globale en Afrique australe. La situation difficile dans laquelle se trouve le régime raciste de Rhodésie, couplée aux victoires des nationalistes du MPLA, dans le même temps qu'elles contribuent à isoler le régime d'apartheid de Vorster, donnent un crédit

nouveau aux nationalistes partisans d'une ligne dure pour l'abolition de toute forme de ségrégation et l'arrivée de la majorité noire au pouvoir. Significatif de cette évolution a été par exemple, le récent discours du chef des Zoulous, Buthelezi, lequel a invité l'Afrique du Sud à évoluer « vers un gouvernement majoritaire » (noir). Or, ce même Buthelezi avait, par le passé, soutenu toute la politique des Blancs et notamment la création des « nations séparées » (homelands) qui a abouti à parquer 15 millions de noirs sur 13 % du territoire, le reste allant aux 4 millions de blancs !

J.L. Bourret



## LA TROUPE S'ENRAGE



### LA DEFENSE C'EST LA QUALITE DE LA VIE

C'est du moins ce qu'affirme, apparemment sans rire, le général Etcheverry dans un article de la dernière livraison de la revue officielle *Armées aujourd'hui*. Car la qualité de la vie, c'est la « démocratie libre » (sic), celle que menace « cette clique de contes taires saisis de vertige esthétique, qui ont un impact important sur l'opinion publique et qui feraient bien de mesurer leurs responsabilités morales et de ne pas tricher ». Et toc ! « Exalter le déserteur et mépriser le soldat marque le seuil du dévoiement ». Le général a beau nous expliquer que l'« opposition, chez nous, n'est pas une maladie mentale », on sent qu'il s'en faudrait d'un rien pour qu'elle devienne une forme de délinquance. Un fidèle du régime parlait, lui, il y a quelques années de ces « délinquants de l'esprit » qu'étaient les contestataires. C'était plus clair.

En tout cas pour Etcheverry, l'alternative ne fait pas l'ombre d'un doute « Mieux vaut se battre à Verdun que mourir à Dachau ». C'est pas un beau raisonnement ça ?

## GALLUT N'A PAS RENONCE

Gallut, dit « la méduse », juge à la Cour de sûreté - discrétionnaire - de l'état, a été contraint de libérer tous les syndicalistes et soldats qu'il avait arrêtés depuis décembre 1975 sur ordre de Chirac. Mais les poursuites ne sont pas pour autant terminées : l'enquête est toujours ouverte et laisse une épée de Damoclès suspendue au dessus de la tête de tous ceux qui se battent légitimement pour la conquête des libertés démocratiques pour les soldats. A tout moment de nouvelles perquisitions peuvent avoir lieu comme au temps des « lettres de cachet ». A tout moment de nouvelles arrestations et l'annonce d'un procès peuvent être décidées.

C'est une façon de faire peur aux soldats, tenter de briser leur mouvement et d'empêcher la solidarité avec leurs revendications. Dans les casernes, la répression arbitraire et invisible continue aujourd'hui de frapper.

Et pourtant jamais la conquête des droits élémentaires du citoyen, droit d'expression, d'organisation syndicale et politique, n'auront été aussi profondément au cœur des luttes des soldats. Les comités continuent aujourd'hui de se battre, non seulement contre la répression, mais aussi pour la perspective d'un syndicat de soldats. La « grosse affaire » montée par Chirac pour faire diversion n'empêchera pas ce combat de progresser.

Pour desserrer l'étau, pour permettre aux soldats d'avancer à nouveau — selon les rythmes et les formes d'organisation de leur choix — il ne faut pas désertier le terrain de la lutte unie et permanente jusqu'à l'abandon complet de l'enquête de Gallut.

Le Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés continue à vivre sur les objectifs suivants :

- levée des inculpations, arrêtés des poursuites.
- droits démocratiques pour les soldats

- dissolution de la Cour de sûreté de l'état.

Il maintient une activité unitaire prolongée sur ces bases. Malgré les difficultés, le silence de la grande presse, tout en organisant ses activités à un rythme beaucoup plus lent que pendant la période allant de décembre jusqu'à la marche nationale du 15 février, le comité poursuit une campagne de meetings, dénonce chaque cas de répression dans les casernes, suit pas à pas les menaces et les dérobades de Gallut.

Ainsi le Comité a besoin d'argent pour deux raisons distinctes :

- pour aider les inculpés à couvrir les frais de défense juridique
- pour imprimer de nouveaux tracts et affiches nationales afin de préparer la semaine d'action du 4 au 10 avril.

Une assemblée du Comité national se tiendra sur Paris le lundi 22 mars à 20 h 30 dans un lieu que les représentants des comités de base et les signataires de l'appel national connaîtront en s'adressant aux permanences du comité à *Politique-hebdo*. Ne laissons pas Gallut se faire oublier à bon compte !

G. Filoche

## EN PLEINE FORME LES COMITES DE SOLDATS !

Suite de la page une

Face à cet arbitraire sûr de lui-même, les soldats privés de tout droit de défense n'ont d'autre recours que celui de leurs luttes. Et cela d'autant plus que, si la répression tombe drue, les conditions d'encasement se sont, en parallèle, globalement durcies. Confortée par les belles paroles de Bigeard, toute une partie de l'encadrement se croit revenue au bon vieux temps où il était possible en toute impunité d'en faire baver au contingent.

Il est alors particulièrement intéressant de noter l'attitude de nombreux comités qui, tout en épinglant systé-

matiquement les gradés les plus odieux, prennent le soin de s'adresser, tout aussi systématiquement à cette quantité de plus en plus importante d'officiers, sous-officiers et petits engagés qui commencent à « se poser des questions ».

« Il ne nous appartient pas de soutenir les revendications corporatistes des cadres pour une armée plus efficace, explique le G.V. l'as rien du 60<sup>e</sup> RI de Lons-le-Saunier, mais nous soutenons toutes les revendications des militaires qui vont dans le sens d'une reconnaissance de leurs droits de citoyens : liberté d'opinion, d'expression, d'organisation syndicale. C'est par la liaison active avec le mouvement ouvrier (les syndicats), et le mouvement des soldats (les comités) que les « cadres » trouveront une issue à l'impasse insurmontable qui est la leur aujourd'hui. »

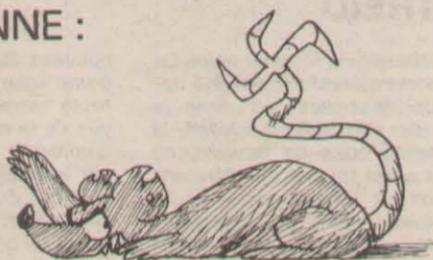
Une lutte qui se développe, une stabilité des comités que n'entament ni la répression, ni le renouvellement des classes : faut-il pour autant tirer un bilan d'un optimisme sans nuance ? Hélas non. L'opération Cour de sûreté de l'Etat a permis au pouvoir de marquer un point considérable contre les luttes des soldats. Elle a entraîné un recul considérable du soutien syndical actif dont bénéficiaient de nombreux comités jusqu'à la fin novembre. Ce soutien est maintenant, dans les meilleurs cas, prudent et conditionnel. Plus d'un comité s'est heurté à des fins de non-recevoir qui, pour être gênées n'en étaient pas moins fermes.

Cet isolement relatif des comités par rapport au mouvement ouvrier syndical, loin de repousser aux calendes grecques la perspective de construction d'un syndicat de soldats lui donne au contraire une nouvelle actualité. Si, malgré les entraves mises à son développement, le mouvement des soldats a trouvé les forces d'un nouvel élan, rien ne serait actuellement plus dommageable que le repli. C'est cet obstacle qu'il faut vaincre. Le 1<sup>er</sup> Mai de cette année sera, entre autres, une occasion centrale de poser ce problème.

### LA REPRESSION

Versailles, 5<sup>e</sup> RG : 9 soldats arrêtés après la diffusion du Sapeur Majoré. Rolland, Houdayer, Lepage, Hurbulin, Decker, Levy, Audrio, Ouvrad.  
Villacoublay, base aérienne, 2 soldats Christian Raoult et Lalanne prennent chacun 60 jours d'arrêt et sont mutés après la diffusion du bulletin Nouvelles Bases.  
Briançon, 159<sup>e</sup> RIA, cinq appelés prennent 60 jours d'arrêt et sont mutés après la diffusion du bulletin l'Alpin Déchainé : Bridon, Crespi, Matteuti, Resch, Slimane.  
Canjuers, onze appelés du 25<sup>e</sup> RA de Thionville, sont sanctionnés après la diffusion du bulletin A Canon Rompu.  
Orléans, 2<sup>e</sup> RH, 10 soldats sont arrêtés pour avoir participé à une soi-disant réunion illicite : Meunir, Fabre, Steff, Tessier, Berton, Gombert, Butaud, Morillon, Casaguan, Aurin.  
Bitburg, 4 soldats arrêtés prennent 60 jours d'arrêt : Jactard, Brody, Simonet, Malon.  
Valence, 75<sup>e</sup> RI, Henri Ebrard, est aux arrêts pour avoir diffusé un tract.  
Brest, pour avoir diffusé Le Mafat., J.M Nassiet, militant du PC est aux arrêts pour 60 jours.  
Landau, Pierre Vanderkham et Krisanowski prennent respectivement 30 et 45 jours d'arrêt à la suite d'une pétition collective.  
Draguignan, 19<sup>e</sup> RA, après une diffusion de tracts, Martinez, Mary Hoch et un quatrième soldat prennent entre 40 et 60 jours d'arrêts.

### SAINT-ETIENNE :



## Agression fasciste contre un meeting de soutien aux soldats

A la suite de l'attaque d'un meeting du PSU (sur le thème « pourquoi des syndicats dans l'armée ? »), jeudi soir, à la Bourse du Travail de Saint-Etienne, par un commando de fascistes, trois blessés dont un sérieusement atteint, ont été transportés à l'hôpital. Le commando casqué avait attaqué à coups de manches de pioches en jetant des bombes suffocantes dans la salle, avant d'aller mettre ensuite le feu au siège du PSU à 300 m du lieu du meeting. Un des fascistes a téléphoné à *Tribune-le-Progress* en prétendant parler au nom du « Groupe d'intervention Nationaliste » et en annonçant que chaque

réunion anti-militariste connaîtrait le même sort. C'est le même commando qui a attaqué une distribution de tracts du CDA à la gare de Châteaoux le 10 mars : des passants avaient été blessés : le PSU a porté plainte. La CGT et la CFDT ont élevé une protestation. Nul doute que c'est un problème que la « commission d'enquête sur la violence » mise en place par Peyrefitte oubliera de traiter pendant que la police s'empresse de clore le dossier. Mais le mouvement de soutien aux luttes des soldats saura trouver les moyens de faire taire ces apprentis-nazillons.

## LE GISCARDISME, DEUX ANS APRES...

par Jean-Marie Vincent

### 3/ DEUX ANNEES ELECTORALES ?

La période qui vient de s'ouvrir avec les récentes élections cantonales sera une redoutable épreuve pour le pouvoir. Certes, la reprise économique est là, mais il n'y aura pas de retour à l'état de chose antérieur, c'est à dire à une croissance économique très rapide accompagnée du plein emploi. Tout au contraire, le chômage persistera dans un contexte d'expansion économique plus heurtée et beaucoup plus lente. Les capitalistes français auront à faire face à une concurrence internationale beaucoup plus forte pour bénéficier des fruits de la reprise : F. Ceyrac, A. Roux et les autres dirigeants du CNPF ne l'ont pas caché, il faut s'attendre à une pression accrue sur les travailleurs pour assainir les conditions d'exploitation. Il faut s'attendre également à de dures batailles internationales tant sur le plan monétaire que sur le plan des débouchés et des investissements. En termes clairs, cela veut dire que la marge de manœuvre de la bourgeoisie se rétrécit encore un peu plus.

#### Une majorité friable

Sous ces auspices, le coup de semonce des cantonales et les perspectives des prochaines élections municipales et cantonales laissent présager de graves remous politiques. Pour engager cette course d'obstacles la majorité présidentielle ne dispose que d'instruments politiques bien imparfaits. Le recul de l'UDR n'a pas été compensé par une progression suffisante des Républicains indépendants ou des Centristes réformateurs de Lecanuet. Il faut même aller plus loin et constater que les organisations se réclamant de la Majorité n'ont pas de prise réelle sur la réalité sociale, qu'elles n'encadrent pas vraiment les troupes qu'elles rassemblent au moment des élections. Entre le Chef de l'Etat qui prétend résumer à lui seul l'essentiel de la vie politique et d'autre part la grande masse des gouvernés, il n'y a pas de relais, de lieux où les intérêts peuvent se confronter. Les organisations dites majoritaires (elles ne le sont plus après les cantonales) ne sont que le reflet du pouvoir de telle ou telle coterie gouvernementale, c'est à dire des regroupements de clientèles largement sensibles aux avantages plus ou moins importants qu'elles peuvent retirer de l'appui donné au pouvoir.

#### L'illusion des réformes

Il est donc très aléatoire pour la Majorité présidentielle de rechercher une nouvelle politique. Réclamer plus de réformes sur la base du régime, comme le font F. Giroud et Lecanuet, ressort du vœux pieux ou de l'illusionnisme. Appeler à de grands efforts face aux catastrophes qui menacent, comme le font une série de caciques de l'UDR, tels Debré ou Sanguinetti, ne peut attirer grand monde et ne s'adresse en fait qu'à des convaincus de la religion productiviste bourgeoise. Comme seule base de contre-offensive, il ne reste guère que la dénonciation vraie ou supposée de l'Union de la Gauche, du danger qu'elle fait courir à une stabilité politique... qui n'est plus qu'un souvenir. De plus tout cela se heurte à la crédibilité nouvelle du Parti socialiste, parti « fourre-tout », parti « attrape-tout » comme le dit la grande presse. Autrement dit, le Parti socialiste parle plus sérieusement de changement que Giscard ou Chirac. De l'anti-autoritarisme aux aspirations au mieux vivre, la Parti socialiste, formation multicolore s'il en est, absorbe tout. Son leader, François Mitterrand s'arrange pour plaire au plus grand nombre, technocrate avec les technocrates, républicain avec les vieux anti-gaullistes, camarade avec les syndicalistes, il incarne très bien « le nouveau parti dominant » comme dit Pierre Duverger dans « Le Monde ». Puisant dans le vieux fond du mouvement ouvrier, ralliant à lui une clientèle populaire qui avait disparu depuis longtemps, ou n'avait jamais appris à raisonner en termes de luttes de classes, la Parti socialiste exerce aussi une attraction sur ceux qui ne désirent qu'une meilleure gestion de la société actuelle.

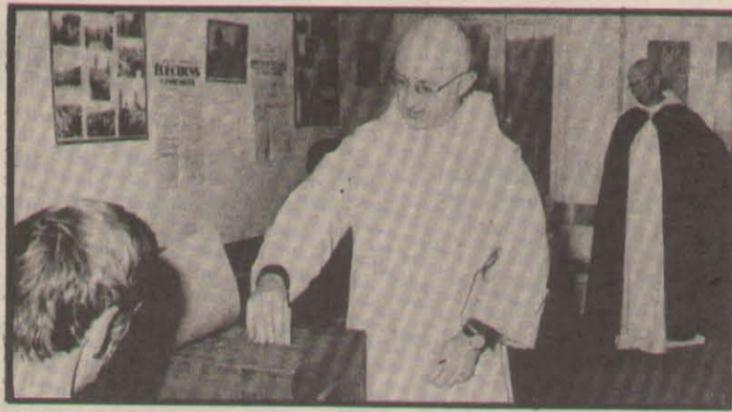
C'est ce qui explique que maintenant, dans le camp de la bourgeoisie, beaucoup s'interrogent sur le bien fondé d'une bataille d'usure étalée sur deux ans où les atouts sont essentiellement dans les mains du parti de Mitterrand. Ne vaut-il pas mieux jouer le tout pour le tout, procéder à des élections législatives anticipées qui donneront sans doute la majorité à la gauche unie, mais éviteront une plus grande érosion des forces bourgeoises ? Ne serait-il pas alors possible de jouer sur les équivoques du « fourre-tout », « mange-tout », de la conditionner en comptant sur les institutions de la V<sup>e</sup> République, voire de chercher à l'écarteler dans un climat de confusion générale ? Que ces spéculations puissent naître font en tous cas toucher du doigt une réalité fondamentale. La bourgeoisie dans la période qui vient n'a pas l'intention d'en rester à la lutte parlementaire et électorale traditionnelle. L'horizon 78 s'annonce comme couvert de nuages, comme une période de redéfinitions politiques où tous les leviers de commande peuvent être utilisés.



1500 personnes ont participé, jeudi soir à la Mutualité, au meeting-débat organisé par la revue « Critique communiste » sur l'évolution des partis communistes en Europe.

Trois thèmes ont dominé la discussion à laquelle participait (de gauche à droite sur la photo) Daniel Bensaid (L.C.R.), Philippe Robrieux, Henri Weber, Luciana Castellina (p.d.u.p.), K.S. Karol, et François Turquan (P.S.U.) : la nature des partis communistes de masse en Europe du sud, leur évolution dans la perspective de leur participation au gouvernement, l'attitude des révolutionnaires à leur égard.

## La crise de l'église TOUT FOUT LE CAMP !



Le 11 mars, NN. SS. Etcheagaray et Matagrín se rendaient à une invitation du président de la République, afin de redéfinir les relations entre l'Eglise et le pouvoir, mises à mal par les déclarations du cardinal Marty contre le commerce des armes. Pourtant le 19 du mois, ce dernier réitérait ses critiques tout en s'inquiétant du sort des institutions ecclésiastiques, démontrant une fois de plus que la crise qui secoue, aujourd'hui les institutions ecclésiastiques n'est pas prête de finir.

#### un saint père contesté

La récente altercation, survenue entre les évêques français et le pape, après que ce dernier ait condamné sans rémission l'homosexualité, la masturbation et les relations extra-conjugales est symptomatique des contradictions qui agitent aujourd'hui les milieux religieux. D'un côté un souverain pontife, dans sa tour d'ivoire, prêchant une orthodoxie catholique sans défaillance et de l'autre des subalternes, aux prises avec les transformations de la société. Il est maintenant loin le temps où le Vatican régnait sur un royaume de 670 millions de sujets. Ils n'y a plus une attitude du catholicisme dans le monde mais une multitude de prises de position, variant selon le contexte politique et social des pays. Ainsi, tandis que les prêtres basques remplissent les prisons franquistes, leurs homologues argentins se taisent devant la répression impitoyable du pouvoir. Le cardinal Marty peut toujours se lamenter sur la misère et la violence.

I n'arrive pas à faire oublier que son collègue américain Spellman bénissait les bombardiers, en mission sur le Vietnam du Nord.

#### religion et luttes des classes

L'ascension du prolétariat en Europe, au détriment de la paysannerie, dans les tout débuts de ce siècle a sonné le glas d'une idéologie religieuse jusqu'alors tournée vers la seule défense de l'ordre établi. En tentant de s'implanter dans le monde ouvrier, le catholicisme a semé dans ses rangs les graines de la contestation. Était-il possible pour un curé, officiant dans un quartier industriel, de ne pas tenir compte de l'exploitation, de la misère de ses ouailles ? Le 17 juin 1973, l'évêque de Besançon s'associe aux revendications des ouvriers de Besançon. Que pouvait-il faire d'autre, sans perdre à jamais la confiance de ses fidèles ? Néanmoins, cette adaptation de l'Eglise, ou tout au moins de sa base, semble arriver trop tard. L'idéologie diffusée ne correspond plus aux préoccupations du monde moderne.

Et cette « déchristianisation » dénoncée par l'épiscopat ne fait que s'accroître. Un exemple, la Bel-

● Le PCR (m.l.) organise un « rassemblement communiste » le dimanche 21 mars à 14 H à la Mutualité, après une manifestation, partant de la Place de la République à 10 H 30 le matin. Le PCR (m.l.) est l'organisation maoïste-stalinienne qui publie « le Quotidien du Peuple », en France.

gique : entre 1962 et 1972 la pratique dominicale a baissé de 11,9 %. Le nombre des prêtres dans le monde a diminué entre 1968 et 1972 de 8,8 %.

Même « rénové », le catholicisme ne peut affronter sans dommage les problèmes cruciaux du moment comme l'avortement, l'oppression de la femme ou la sexualité. Ou alors, il devra renier ses origines. En ce sens, les homélies geignardes du pape ont une certaine logique.

Il a des raisons de se lamenter car les circonvolutions de l'Eglise risquent de se faire plus violentes dans les années à venir.

A.P.

Jacques Valier

Le parti communiste français et le capitalisme monopoliste d'Etat

La théorie du parti communiste français ■ Les livres contradictions entre la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat et la pratique politique ■ L'occultation du capital comme rapport social de production ■ La démocratie avancée maintient l'Etat bourgeois et le règne du capital ■ Renonciation à la dictature du prolétariat ■ L'union des ouvriers et des patrons des petites et moyennes entreprises « pillées » par les monopoles ■ Le caractère illusoire des propositions du parti communiste français pour sortir de la crise ■

FM/petite collection maspero

il y a... 36 ANS

## LE PROCES DES DEPUTES COMMUNISTES

France, le 20 mars 1940 — Ce jour là s'ouvre le procès de 44 députés communistes. Ils sont accusés de « reconstitution du groupe communiste à travers le « Groupe ouvrier et paysan ».

Pour le Parti communiste clandestin qui a perdu tout moyen d'action légale, le premier jour du procès — le seul public — doit être une tribune de propagande pour faire connaître sa position sur le gouvernement et la guerre. Le thème central est « la lutte contre la guerre que la France a déclarée à l'Allemagne le 3 septembre 1939 et à laquelle elle devrait mettre fin immédiatement ». (1) François Billoux proclame le principe du défaitisme révolutionnaire et déclare : « Nous nous dressons contre cette nouvelle guerre impérialiste ».

Le procès se terminera le 3 avril. 36 députés seront condamnés à 5 ans de prison et les 8 autres à 4 ans avec sursis.

(1) Le pacte Hitler-Staline était encore en vigueur.

## notes politiques

### EDGAR FAURE, BON APOTRE.

● « Pour lutter contre l'inflation, il faut un consensus national. Il faut celui des épargnants, des possédants et des travailleurs. Si la majorité reste au pouvoir, ce sera de très peu, et si l'opposition l'emporte, ce ne sera pas de beaucoup, est-ce qu'il ne serait pas normal qu'entre ces deux grands ensembles il y ait un peu de contact, qu'on parle, il n'y a pas de raisons qu'on soit opposé sur tous les sujets... » Voilà ce que propose Edgar Faure sans un ton très « cool » : faudrait qu'on se parle entre la majorité et la gauche. Bah, tiens : il y a des directions ouvrières qui ne demanderaient pas mieux que cette collaboration de classe décontractée... Le seul obstacle, c'est que la majorité de la classe ouvrière ne veut pas en entendre parler et qu'elle le manifeste de plus en plus, ... sans les luttes, et même aux cantonales. De plus en plus difficile de concilier les classes entre elles, pauvre Edgard...

### MARCHAIS : UN INTERNATIONALISME EN FORME DE PIED DE NEZ

● Marchais ne se sent pas concerné par les déclarations du soviétique Souslov qui condamnait « les variantes nationales du marxisme » et l'abandon de l'internationalisme prolétarien. Marchais réplique que « l'internationalisme doit être réciproque ».

Ce n'est évidemment pas un internationalisme abandonné depuis longtemps par les uns et par les autres qui est en jeu. Non, l'enjeu, c'est la domination inconditionnelle de l'URSS sur le mouvement communiste international, les intérêts de celle-ci en Europe se heurtant en effet de plus en plus aux intérêts nationaux des PC. A preuve, la dernière en date des multiples réunions préparatoires à la conférence des PC européens, bloquée depuis plus d'un an, s'est terminée sans aucun résultat.

### LE PARLEMENT LE SERPENT LA CRISE

● La discrétion du dernier conseil des ministres sur l'Europe sera-t-elle compensée par le discours de Giscard prévu le 24 mars ? En attendant, toute la presse française s'interroge sur les ambitions et les difficultés européennes de Giscard : « Les Echos » présentent l'alternative crûment : « ou bien l'Europe se forge devant l'éclipse des américains et la querelle grandissante des super-grands », ou bien ce qui a été bâti depuis vingt ans s'effondrera avec les derniers soubresauts du « serpent ». L'Humanité, elle, s'inquiète déjà électoralement : « en 1978, la gauche majoritaire, se retrouvera minoritaire dans le cadre de la petite Europe, du même coup par la grâce d'une telle élection, le parlement européen verra son autorité grandir et ses compétences, s'étendre au détriment des prérogatives de notre assemblée nationale. » L'argument majeur du PCF contre le parlement européen se confirme être le refus de se plier « à une majorité étrangère ». Il n'a pas fini de faire couler de l'encre, ce Parlement élu au suffrage universel, gadget des fractions bourgeoises qui y voient le salut de l'Europe menacée par la crise.

## La crise monétaire et l'Europe LE REVEIL NATIONAL

Le bavardage a fait place au réalisme. Le rapport Tindemans s'est évanoui en une semaine de fièvre spéculative sur les marchés des changes. Ce qui compte, dorénavant, pour les gouvernements européens, c'est de sauver leurs économies de la banqueroute.

Comment expliquer une telle crise monétaire, si soudaine et si brutale ? Le principe des parités fixes entre monnaies, instauré après la deuxième guerre mondiale, excluait, par définition, tout mouvement spéculatif lié à la baisse ou à la hausse d'une monnaie. Avec l'effondrement du système monétaire international, en 1971, les parités « fixes » sont devenues de plus en plus « flexibles » pour se retrouver finalement complètement « flottantes ». La valeur de chaque monnaie est désormais déterminée par le libre jeu de l'offre et de la demande.

Il est alors facile d'imaginer comment les capitalistes peuvent déplacer massivement des capitaux en fonction des tensions sur les marchés et provoquer ainsi un dérèglement complet des mécanismes monétaires internationaux pouvant à terme remettre en cause le début de reprise économique. Mais plus que la reprise, c'est la construction même de l'Europe des trusts qui est menacée.

*Le Marché commun des bourgeoisies européennes s'est toujours heurté à la contradiction entre la nécessité d'une internationalisation des forces de production à l'échelle européenne, d'une part, et le maintien d'Etats assis sur des capitaux nationaux, d'autre part. Tant que le capitalisme vivait dans la croissance, des compromis pouvaient être passés et l'intégration économique et monétaire pouvait progresser. Le seul obstacle était la lenteur de formation d'un capital européen, symbolisé par des multinationales, qui serve de fondement à une monnaie commune.*

La crise économique a précisément ralenti ce processus et, surtout, a considérablement aggravé les conditions de concurrence entre les capitalismes européens. Elle a révélé la faiblesse des économies anglaise et italienne qui s'est traduite par une fluctuation libre de la livre et la lire par rapport aux autres monnaies européennes, remettant ainsi en cause les efforts d'intégration monétaire.

De plus, à la faveur de la reprise économique, chacun cherche à reconquérir des parts de marché quitte à modifier la valeur de sa monnaie pour favoriser les exportations, notamment en raison des taux d'inflation différents entre les pays. C'est ce qui s'est passé avec la dévaluation déguisée du franc, dimanche dernier, qui ne fait que résumer l'insuffisance de compétitivité des entreprises françaises par rapport à leurs voisines allemandes et qui a été précipité par les mouvements spéculatifs. Les capitalistes italiens, parce que la lire baissait, achetaient des marks. La valeur du mark montait et provoquait donc une baisse relative du franc qui fut officiellement sanctionnée par la sortie du « serpent » monétaire.

Ces fluctuations monétaires ont naturellement réveillé les réflexes « nationaux » au détriment de la politique « européenne ». En principe, des accords existaient pour empêcher les mouvements spéculatifs. Les Allemands avaient même aidé les Italiens déjà en difficulté il y a quelques mois. Mais devant l'ampleur de la présente crise, chaque gouvernement a préféré jouer sa propre carte. Le « serpent » monétaire n'existe plus de fait.

Est-ce la fin du Marché commun ? De nombreux indices permettent de confirmer cette hypothèse. Ce fut déjà le cas avec la négociation sur le pétrole où chaque pays a préféré passer des accords bi-latéraux avec les bourgeoisies arabes. C'est aujourd'hui le cas avec le Marché commun agricole qui semble avoir atteint un point de blocage. C'est manifestement le cas de la coopération monétaire qui s'est effondrée en une semaine.

Il est sûr que la crise est trop grave en Grande-Bretagne et en Italie pour que les gouvernements français et allemand acceptent d'en faire les frais dans le cadre d'une union économique plus poussée. Mais en même temps, un éclatement de la CEE aurait des conséquences catastrophiques pour le développement des exportations françaises et allemandes. La crise monétaire risque cependant d'accentuer les phénomènes de protectionnisme et de « repli national ». L'Italie, le Danemark et la Belgique, en relevant leurs taux d'escompte ont déjà fait un pas dans ce sens.

Dans l'immédiat, la dépréciation du franc va provoquer un réflexe de défense des entreprises françaises. Ne pouvant plus être assurées d'un prix de vente à l'extérieur, elles risquent de réduire les programmes d'investissements à un moment où la reprise se faisait encore à peine sentir. A terme, le renchérissement des importations aura pour conséquence une poussée inflationniste, tandis que la nécessité de développer les exportations, obligera les patrons à faire pression sur la consommation intérieure. Dans tous les cas, ce ne serait pas les spéculateurs qui feront les frais de la crise.

Pierre Julien



## SNCF PLUS FORT QUE PREVU

La profonde combativité des agents de conduite de la SNCF s'est concrétisée hier par la décision d'un certain nombre de centres de continuer la grève enclenchée sur des revendications catégorielles. C'est le cas à Nantes, jusqu'à 20 h, hier. Dans certains centres, le mouvement a été prolongé jusqu'à lundi 8 h. C'est ce qui s'est passé à Paris-Lyon, Dijon et dans d'autres dépôts.

Ces décisions ont été impulsées par le syndicat autonome FGAAC qui s'était déclaré favorable à la « grève des départs de vacances ». Bien souvent la CFDT s'est associée à cet appel, ainsi que de nombreux militants de base CGT. L'idée que seule une grève gênait la SNCF en période de départs massifs pour des fêtes ou des vacances scolaires peut « payer », faisait son chemin chez les roulants, écoeurés par les journées d'action sans lendemain. Celles-ci, planifiées de longue date par la direction, étaient sans effet réel sur le trafic global.

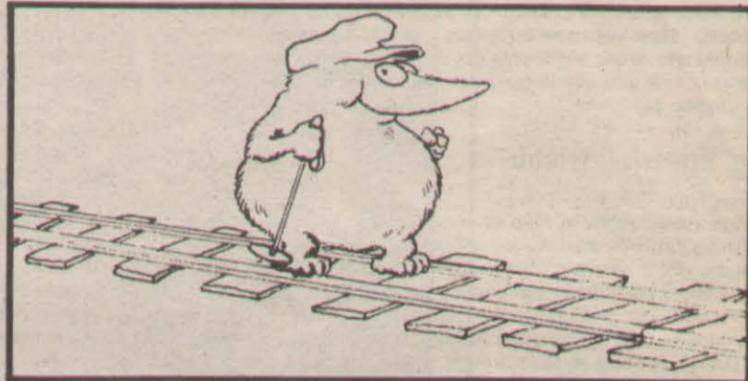
On se souvient que la direction CGT avait nettement pris position contre la continuation de la grève après vendredi 14 h. L'Humanité du 15 mars avait titré que « les conducteurs seront à leurs postes pour assurer les départs en vacances ». Mais cette fois le ras-le-bol était trop profond. La perspective de la manifestation nationale de lundi n'a pas suffi à de nombreux roulants.

L'unité à la base, le désir de nombreuses sections de base FGAAC, contre leur direction, de refuser la création d'un grade supplémentaire (Paris S-O, Limoges, Poitiers, Avignon, etc.), sont des éléments importants pour la suite du mouvement. En effet, la direction FGAAC veut arrêter l'action lundi à 8 heures, précisément au moment où ce sont tous les cheminots, roulants et sédentaires, qui vont se mobiliser à l'appel de la CGT et de la CFDT pour une manifestation nationale à Paris devant la direction de la SNCF. Manifestation qui revêtira sans doute une grande ampleur, compte-tenu de la volonté de lutte unitaire actuelle.

Il faut donc dès aujourd'hui préparer cette journée. Là où c'est possible organiser la lutte jusque là, en tentant à chaque fois d'y associer les sections de la FGAAC qui comprennent que cette journée de lundi doit marquer une étape importante dans les luttes. Partout

ailleurs, dans les chantiers, les bureaux, les dépôts, préparer une participation massive. C'est le 22 que les organisations syndicales donneront leur réponse sur les propositions de contrat salarial pour cette année.

Ce jour-là, la direction et les syndicats doivent sentir derrière eux le poids de dizaines de milliers de cheminots mobilisés. Pour cela, l'unité des différents syndicats, des différentes catégories, sont les meilleurs armes.



### NORD

## Les grèves se multiplient dans le textile et la métallurgie

La région lilloise bouge. A l'occasion de la journée nationale d'action de la métallurgie, et la réunion de la commission paritaire des industries textiles (18 mars) chargée de renouveler les conventions collectives, on a pu constater une poussée de luttes qui se développe aujourd'hui.

En effet, à côté de la CIP (haisnes-la-Bassée) et de Desombres (Lille-Fives) qui sont les deux luttes phares sur les problèmes de l'emploi, on assiste depuis quelques semaines à la multiplication des conflits, dans une agglomération particulièrement touchée par la crise vue la relative vétusté des implantations industrielles. Conflits portant soit sur les conditions de travail et les salaires (Massey-Ferguson à Marquette, les différentes boîtes du groupe Agache-Willot, Fauvet-Girel à Lille, etc.) mais surtout sur les licenciements qui frappent la plupart des entreprises notamment dans le textile : D. C. M., Leurent, Delesalle-Desmedt, Huet, Rigot-Stalars, Agache à La Madeleine... L'occupation des Blanchisseries du Pont de Nieppe par exemple (qui en est à sa deuxième semaine) est significative de la combativité qui règne ici.

Mais comme en 1974 (où une trentaine d'entreprises du textile de Lille-Roubaix-Tourcoing étaient

entrées en lutte sur des objectifs communs) ce qui sera décisif pour l'avenir des revendications, c'est la centralisation des actions et l'extension des luttes à l'ensemble des entreprises. Autrement, on assistera dans les jours qui viennent à la multiplication d'actions éclatées, « pour faire pression » sur la Commission paritaire nationale, sans déboucher sur une véritable mobilisation. La plate-forme commune des syndicats CGT et CFDT du Textile de Lille, en mettant en avant comme

- pas de salaires inférieurs à 2 000 F.
- augmentation de 40 F par mois pour tous,
- 5<sup>e</sup> semaine de congés payés, crée les conditions de cette mobilisation. Mais les organisations syndicales sont-elles disposées à sortir du cadre de la « stratégie de pression » ?

Van Damme Correspondant Lille

### PARIS XVème

## UN QUARTIER A L'HEURE DU CHOMAGE

Tracts sur les transports gratuits pour les chômeurs distribués dans les compartiments même du métro, 10 % sur l'emploi au lycée technique Lecourbe... Pendant 15 jours, le quinzième arrondissement a connu un véritable foisonnement d'initiatives, auxquelles participèrent une masse d'organisations de toutes sortes.

Aux « 6 heures contre le chômage » par exemple, qui rassemblèrent 250 personnes, c'est le comité de chômeurs et la CFDT de l'ANPE XV qui animaient le forum sur l'organisation des chômeurs ; c'est le comité logement qui avait pris en charge celui sur « logement, vie quotidienne, vie chère », et les comités de luttes lycéens celui sur la « jeunesse et le chômage ».

Pendant ce temps, la coordination des groupes femmes (qui regroupe 6 groupes femmes de l'arrondissement, dont trois groupes d'entreprises) animait le forum sur « les femmes et le travail » et c'était trois sections syndicales CFDT (celles de l'institut Pasteur, des Chèques Postaux, et de la CGCT) qui introduisaient le débat sur les luttes sur l'emploi dans le XV<sup>e</sup> arrondissement.

### du C.E.T. Bourseul aux Chèques Postaux

Au fil de la campagne, des liens réels se sont ainsi tissés entre les diverses organisations, dépassant la simple coexistence. C'est parce que les militants de la CFDT à l'ANPE défendent aussi les revendications des chômeurs, que le comité de chômeurs du XV<sup>e</sup> a pu jouer un sketch sur le chômage à l'intérieur même de l'Agence pour l'emploi, sketch qui avait été par ailleurs monté par le cercle culturel « les Quiziémars ». Quand le 16 mars, les collégiens du CET Bourseul, en grève depuis le matin même, ont pu prendre la parole à midi, aux côtés des travailleurs des Chèques Postaux — les deux établissements se font face — c'est une longue tradition d'indifférence réciproque qui a commencé à être battue en brèche.

### 35 Heures maxi

Rien n'illustrait mieux cette progression que la manifestation locale du 16. Toutes les organisations que nous avons mentionné appellent à cette manifestation ainsi que la LCR,

l'OCR et le PSU. Derrière des dizaines de banderoles — et avec près de 400 manifestants — c'est à l'ébauche d'un véritable programme d'action contre le chômage qu'on aurait pu assister : autour du thème des 35 heures maxi et de la garantie des ressources pour les chômeurs « autour du refus des expulsions et de l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés ; autour aussi du refus des divers gadgets aujourd'hui proposés aux femmes — du salaire maternel aux horaires variables — et de la lutte contre les projets Haby-Soisson. A une manifestation convoquée sur le même thème, le PCF XV<sup>e</sup> avait réuni il y a quelques mois 120 personnes).

Evidemment, la campagne aurait pu connaître une plus grande ampleur, si le PC, le PS, et l'Union locale CGT n'avaient pas refusé d'y participer.

Préférant organiser le 9 mars leur propre journée d'action sur le chômage, qui devait se conclure par des délégations massives à la mairie. Le jour venu, il n'y avait pas dix militants au rendez-vous... il n'y a donc pas que les révolutionnaires qui devraient tirer aujourd'hui le bilan de ces quinze jours.

Correspondant Paris XV<sup>e</sup>

## SNAV (Lyon)

### 200 CONTAINERS EN ATTENTE

Depuis le 24 février, des travailleurs de la Société nouvelle des ateliers de Vénissieux sont en lutte. Le SNAV est une boîte de sous-traitance de Renault qui réalise principalement des containers. La lutte a démarré sur le problème des salaires. Suite à une réduction des horaires, les salaires sont tombés de 1990 F pour 43 heures à 1500 F pour 40 heures, avec perte de toute prime. Le département en grève est celui des containers qui regroupe 108 travailleurs sur un effectif de 1000 au total.

Leur travail, c'est la production de containers de gros volumes. Assemblage, soudage, peinture. Il s'agit en majorité d'immigrés qui bossent dans des conditions très dures. Les accidents du travail sont nombreux. Jusqu'au début de mars, les ouvriers ont observé des débrayages allant de deux à quatre heures. Avec diminution de la production. Ils sont passés de 19 à 13 containers par jour. Puis, devant le refus de la direction à 2 par jour. Devant des menaces d'être payés au rendement, ils ont voté le 9 mars la grève avec occupation.

#### Etre respectés

Leurs revendications : 250 F uniforme, respect de la personne humaine (contre le racisme), nouvelle grille des classifications. La CGT et la CFDT se battent pour obtenir le même statut que Renault. La CFDT, face à une CGT majoritaire est surtout implantée chez les travailleurs immigrés. Elle appuie à fond la lutte des « containers ». Dès le premier jour, un comité de grève a été élu, regroupant militants CFDT et non-syndiqués. C'est lui qui prend les décisions, le section CFDT apportant son aide. La CGT, elle, appelait par tracts à « ne pas broncher » sauf si la police intervenait ou si la direction tentait une provocation.

#### Blocage des stocks

Le 11 mars, l'huissier est venu faire un constat. Quatre délégués CFDT ont été assignés en référés. Le soir, les travailleurs ont décidé d'intensifier leur action et de développer la popularisation. Collectes sur les boîtes de la métallurgie de Paris-Rhône, Berliet, Sigma. La direction ayant reçu une commande de 200 containers, la maîtrise a voulu s'emparer des stocks. Les délégués syndicaux traités de « meneurs » sont partis ostensiblement devant l'arrivée du commando. Les travailleurs massés ont empêché la sortie des stocks.

#### « On va s'occuper de ton cas »

Notons par ailleurs que la direction a utilisé les colonnes du journal local *Le Progrès* pour dénoncer nommément un travailleur marocain et que la police marocaine va sûrement bientôt « s'occuper de son cas ». La CGT vient de se décider, sous la pression des autres ateliers, à soutenir le mouvement. C'est là un facteur encourageant qui ne peut que renforcer l'unité et permettre de poser dès maintenant la question d'une extension possible du mouvement à l'ensemble de l'usine.

Georges et Bruno  
(correspondants Lyon)

## RHONE-POULENC (Textile)

### AVRIL SERA CHAUD

- Après l'annonce de 515 licenciements à Péage de Roussillon et de 297 à Gauchy,
- L'Intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC) se prononce pour des grèves reconductibles au début du mois prochain

L'offensive tous azimuts, c'est la réponse du trust RSA-RPT (Rhône Poulenc Textile) à la crise que connaît le textile. Les salaires sont bloqués. Plusieurs secteurs de la fabrication, celui des fibres celluloseuses, du fil acétate sont littéralement bradés. D'où la fermeture des usines d'Arc-la-bataille, d'Isieux et à terme celle de Vaulx-en-Velin. D'où les licenciements par centaines à Péage-du-Roussillon, Gouchy, La Voulte. Sont aussi menacées les usines d'Albi, Vezons, Grenoble, Givet. La direction annonce 4 000 suppressions d'emplois à RPT d'ici la fin 76. Auxquels s'ajouteront 2 000 autres suppressions d'emploi au début 77. Un travailleur sur trois de RPT jeté à la rue. Pour le patron, cette véritable entreprise de démolition n'est que la restructuration imposée par le déficit du trust en 75 (chiffré par lui à deux milliards, puis, plus timidement, à un milliard). En fait, ce retrait de RPT du marché français du fil acétate et des fibres celluloseuses laisse le champ libre aux trusts concurrents, dont la firme américaine Dupont de Nemours avec laquelle RPT a pu échanger des brevets et construire une usine comme celle de Chalampet.

Où est la concurrence, où est l'échange de bons procédés entre monopoles ? la question se pose. Mais les travailleurs refusent de faire les frais de l'une comme de l'autre. Face à cette offensive généralisée

contre l'emploi, les organisations syndicales de l'ensemble de RPT ont décidé depuis le 2 mars de coordonner plus étroitement leur action. Ce 18 mars 76, l'inter-syndicale du trust s'est réunie à Lyon. Elle a regroupé les organisations CGT-CFDT-FO-CGC-CFTC des 18 établissements RPT. Cette inter-syndicale a adressé un ultimatum à la direction : « Annulez les licenciements d'ici le 31 mars. Passé ce délai, des grèves de 24 H. reconductibles seront organisées sur l'ensemble de RPT pour amener la direction à la table de négociation ».

Ces actions ne prendront toute l'ampleur nécessaire que si elles s'inscrivent dans un mouvement d'ensemble coordonné de tous les secteurs de RSA-RPT. La vigueur du mouvement, le renforcement de l'unité entre les travailleurs et leurs organisations syndicales passeront par le plein exercice de la démocratie ouvrière. Dans les formes que le comité de lutte de Vaulx-en-Velin, avait jadis ébauchées.

Signalons enfin qu'avant d'ouvrir la conférence de presse qui s'est tenue en présence de tous les délégués des sections de RPT, l'inter-syndicale a tenu à mettre en cause le contenu de plusieurs articles parus dans *le Progrès*, et — ceci explique cela — les bonnes relations de Renaud Gillet, PDG de RPT, avec la direction de ce journal.

## en lutte

### UNELEC-VIERZON : REPRISE

Un vote a été organisé à bulletin secret sur les dernières propositions patronales que beaucoup jugeaient insuffisantes. Il y a eu 173 voix pour la reprise, 126 pour continuer la lutte. L'augmentation obtenue est de 1,99 %. Ainsi se termine un des plus longs conflits qu'ait connus Vierzon. Il laissera des traces.

Correspondant Vierzon

### TOURS : MOBILISATION DANS LA METALLURGIE

A la COGECO, la grève totale continue depuis jeudi. Les 1000 travailleurs de la Compagnie Générale de Condensateurs, troisième entreprise de la région réclament 1700 F minimum, 200 F pour tous, la révision de la grille : deux taux par catégorie, les Maxi et la suppression de la catégorie OS 1.

A Liotard, SKF, des débrayages ont eu lieu pour les salaires et les classifications.

### ROBERT BOSCH (Saint-Ouen) (Recul patronal)

L'usine fabrique des pompes à injection. 1300 ouvriers. Pour lutter contre les déclassements, deux ateliers rentrent en lutte : le rôdage et la super-finition. Dès le 2 mars ils observent 3 H de grève par jour pour le passage au P 1 (coefficient 170). Parallèlement, un refus collectif des nouvelles classifications se fait jour, y compris dans les bureaux. Après une occupation de l'ordinateur de la boîte jeudi, le patron engage les négociations. Tous les gars de la super-finition obtiennent le P 1 à partir du 15 avril. Ceux du rôdage gagnent 0,46 F de l'heure mais n'obtiennent pas le P 1. Ce premier recul du patron en appelle d'autres.

Correspondant

● A Bourgogne Electronique (Dijon), la grève se renforce. La Direction a accepté des préalables posés par les travailleurs à la négociation : qu'elles se déroulent dans l'usine occupée en présence des 25 délégués, que les constats d'huisserie cessent. Vendredi, au 6<sup>e</sup> jour de grève, l'assemblée du personnel a décidé la constitution d'un comité de grève, rassemblant les délégués de chaque service.

● A Peugeot-Beaulieu, les ouvriers s'organisent pour une grève longue : depuis hier, les meetings, galas de solidarité commencent à se planifier dans toute la région. SOLIDARITE FINANCIERE A ENVOYER AUX SYNDICATS CGT ET CFDT DES CYCLES PEUGEOT  
« N 12212 545 CNDP MAN-DEURE.

● Les centres anticancéreux de Lyon et de Montpellier sont en grève pour 250 frs uniforme et les treize heures payées en heures supplémentaires. Ils demandent l'alignement sur le secteur public.

Reprise aux Papeteries de Bretagne, après une semaine de grève. Le patron n'a lâché que 73 centimes de l'heure, ce qui revient à 110 frs par mois. (Corresp. Rennes)

## SONACOTRA :

### Communiqué du comité de coordination

Le lundi 15 mars, des cars de gardes mobiles ont tourné autour de plusieurs foyers Sonacotra en grève des loyers à Saint-Denis, avenue Romain-Rolland, à Pierrefitte et Bagnolet. Le même jour, la Préfecture de la Seine Saint-Denis a fait transmettre par le consulat d'Algérie une lettre de menace d'expulsion à six délégués algériens.

Ainsi, dès le lendemain des élections cantonales, la direction de la Sonacotra, qui a toujours refusé de satisfaire nos revendications : reconnaissance du comité de Coordination qui regroupe 50 foyers en grève, diminution des loyers (actuellement 270 F pour six mètres carré), suppression du règlement intérieur qui interdit toute liberté, même le droit de visite, nous répond par des menaces d'intervention policière et d'expulsion. Nous maintenons nos propositions de négociation, mais nous refusons de céder à la répression. Nous rejetons sur la Sonacotra la responsabilité de toute violence.

Nous appelons les Français à soutenir notre grève et à empêcher toute intervention policière et toute expulsion.

Nous leur demandons de signer la pétition nationale du Comité de Coordination qui sera envoyée à Paul Dijoud.

Le 16 mars, à 9 heures. Le Comité de Coordination des Foyers Sonacotra, 56, rue de la Fontaine-au-Roi, 75011 Paris.

## EGF-INFORMATIQUE

### UNE GREVE DE 15 JOURS, C'EST PAS COURANT

En dehors des grandes journées d'action où tout le personnel se retrouve pour 24h, le calme est rarement troublé à EGF, et toute grève sectorielle risque l'isolement et l'effritement. Les travailleurs de l'informatique ont montré que la lutte était possible.

Au STI depuis plus de dix ans, le cahier de revendications s'allonge au fil des ans : déroulement de carrière, primes, effectifs. Les perforeuses et les conducteurs réclament notamment l'accès aux postes de maîtrise (catégorie 6). Depuis le début du mois de février, le climat s'alourdit. Les magasiniers avaient démarré sur leurs propres revendications par une grève de deux jours en février, qui avait fait céder la direction. Une grève victorieuse après deux jours, ça donne des idées...

Le 24 février, différents secteurs du STI d'Issy-les-Moulineaux se mettent en grève. Ils organisent rapidement leur mouvement de manière unitaire dès le départ : CGT-CFDT-FO. Le principe de l'élection d'un comité de grève est voté à l'unanimité. Il se compose de douze membres élus des services en lutte, plus les représentants des organisations syndicales. Le comité de grève qui siège en permanence rend compte quotidiennement de la situation à l'assemblée générale qui se prononce sur la reconduction de la grève.

Partout, le mouvement aura été long et dur : grève totale à Issy-les-Moulineaux pendant 13 jours, à Orléans, 19 jours, à Clichy, 7 jours. Grève du zèle ou grève partielle à Lyon et Toulouse.

#### Avec le comité de grève

A la base, grâce au comité de grève, l'unité syndicale a été très forte dès le début du mouvement. Les directions fédérales, elles, ont eu une attitude qui mérite quelques réflexions. La CGT a quasiment ignoré le mouvement. Elle ne lui a fait aucune publicité. De plus la CGT d'EDF a lancé une grande campagne réclamant 15% d'augmentation du salaire de base et elle centre tout le combat syndical autour de ce mot d'ordre. Adieu, donc aux grèves dites sectorielles, même si elles regroupent l'ensemble des travailleurs concernés. Enfin, pour être complet, il faut souligner qu'il y a des élections de représentativité au mois de mai prochain à EGF.

L'attitude de la fédération CFDT a été plus ambiguë ; certes elle a aidé le mouvement mais sans avoir un véritable rôle coordinateur. En effet, il existe des ateliers de perforation dans presque une centaine de centres. Seule une fédération a la possibilité matérielle d'unifier et de lancer rapidement un mouvement national. Elle a été gênée par la forme de la grève. Les comités ouverts aux non-syndiqués, on n'aime pas trop cela, surtout à la fédération Gaz-électricité. De plus, les comités n'ont pas participé en tant que tels aux négociations. Malgré tout, la fédération a été obligée de soutenir un peu le mouvement. En effet, la CFDT, majoritaire dans pas mal de secteurs informatiques a toujours été à la pointe des luttes depuis une dizaine d'années.

#### Le poids de l'isolement

Le mouvement s'est donc trouvé relativement isolé. Malgré tout, les

grévistes ont tenu tête à une direction intransigente qui comptait sur l'isolement pour laisser pourrir la grève d'elle-même. Devant la détermination des agents elle a fini par donner satisfaction à certaines revendications : création de postes, revalorisation d'autres, ne cédant rien par contre pour les agents les plus défavorisés. Mais elle n'a pas réussi à briser l'unité même si elle a tout de même fait reprendre le travail. Une mauvaise coordination entre les SITI, une CGT à Issy les Moulineaux alors qu'en province et à Clichy le mouvement allait se durcir. A Orléans les grévistes avaient même organisé un piquet de grève interdisant l'accès des lieux de travail. Isolés, amers, les quatre autres SITI ont repris en ordre dispersé.

Et alors la prochaine fois...



Fac-similé de la nouvelle édition pirate du Parisien Libéré distribué par les travailleurs qui occupent actuellement le paquebot France.

Une conférence de presse de F. Giroud sur les femmes et l'absentéisme

## LES LIBERTES DE MADAME LE SECRETAIRE D'ETAT

En février 76, le ministère du Travail faisait publier une enquête sur l'absentéisme qui concluait entre autres : « dans la quasi-totalité des branches, les femmes ont un taux d'absentéisme supérieur à celui des hommes et celui des ouvriers est supérieur à celui des autres salariés ».

...A la demande de F. Giroud, une deuxième enquête est réalisée, enquête dont elle présentait les conclusions hier dans les salons du secrétariat d'Etat à la condition féminine... « Le sexe n'explique pas l'absentéisme » telle a été sa conclusion. L'enquête montre en effet de manière probante que le taux d'absentéisme est fonction de « l'attitude à l'égard du travail ». Ce taux est élevé pour ceux pour qui le travail est uniquement une source de revenus financiers, très faible quand il offre un centre d'intérêt et nul quand il s'agit d'un facteur de réalisation personnelle. Ainsi, le fait que les femmes s'absentent plus souvent que les hommes est expliqué par « les conditions dans lesquelles elles travaillent et leur rôle familial plus lourd »...

De la conclusion de cette enquête, peu de choses à dire, mais par contre quand on passe aux solutions envisagées pour que « cette situation des femmes ne reste pas figée », une fois encore toute l'ambiguïté et même l'hypocrisie des propositions apparaît.

Madame Giroud est une libérale, elle s'apitoie sur le sort de ces malheureuses qui ne voient dans le travail qu'une source de revenus, et en grande dame elle voudrait que cela change, que le travail devienne une source d'intérêt... Il faut sensibiliser les chefs d'entreprise, poursuivre au sein de l'éducation nationale les efforts pour la mixité et l'égalité ; modifier la loi afin que les congés maternité soient considérés comme des absences et non pas absentéisme et enfin, comme cela se fait déjà dans certains pays, attribuer indifféremment à l'homme ou à la femme les droits et facilités accordés aux travailleurs pour concilier contraintes familiales et sociales et contraintes de travail... Concilier, voilà le mot d'ordre !

Pour atténuer les contraintes extérieures pour celles qui voient dans le travail une source de revenus, il faut les horaires mobiles et « permettre la constitution d'un stock d'heures de travail qui puisse être utilisé sans avoir à fournir les motifs... ». En pleine année de la qualité de la vie « constituer des petites équipes de travail... l'idéal étant la cooptation des membres

entre eux et des chefs d'équipes... », éviter les sanctions financières, mais plutôt permettre des « arrangements ».

Quand le travail est source d'intérêt ou de réalisation personnelle il convient effectivement alors « d'affecter la personne au poste qui convient le mieux à ses attentes et à ses aptitudes », en lui laissant toute liberté puisqu'alors leurs « absences n'ont jamais une connotation d'absentéisme ».

Là-dedans certes sont noyées des propositions justes telles celles de la multiplication des crèches, des gardes... mais une fois encore, le souci de Mme Giroud de démontrer les résultats de l'enquête du ministère du Travail peut apparaître comme une preuve d'indépendance et de libéralisme ; mais elle en reste pour une part dans le domaine des vœux pieux, pour l'autre dans celui de solutions en forme de poudre aux yeux.

Pour elle les mesures de Rhône-Poulenc concernant les femmes mariées, étaient une maladresse et si la femme est cantonnée dans certaines catégories de travail, c'est parce qu'elle est « prisonnière des stéréotypes sociaux »... Changeons les mentalités et arrangeons un peu les lois et tout ira mieux !

Suzon Triton



GEORGES MARCHAIS :

## « QUE LES FEMMES METTENT TOUTES LEURS QUALITES AU SERVICE DE LA SOCIETE »

Judi 18 mars, dans les salons du Lutétia, G. Marchais est venu parler des femmes. Thème du débat : « Le socialisme aux couleurs de la France et la place des femmes dans sa construction après le XXII<sup>e</sup> Congrès. » Il s'agissait aussi de présenter le livre de Madeleine Vincent, Femmes, quelle libération ?

Le public était peu nombreux mais choisi ; un parterre de nouvelles élues cantonales et quelques compagnes de route, intellectuelles et artistes. A la tribune, outre Georges Marchais et Madeleine Vincent, des femmes du Comité Central.

Une nouvelle fois, pour le PCF, il n'y a pas d'oppression des femmes. Il y a des millions de femmes françaises victimes du grand capital qui fait monter les prix, baisser les salaires et menace l'avenir de leurs enfants. Le P.C.F appelle les femmes à se regrouper sur des problèmes tels

les prix, les loyers, l'école, etc...

Sans oublier l'inévitable coup-let sur l'aversion des femmes pour la guerre, ce qui les amène inéluctablement... à prendre position contre l'Europe supranationale.

Lutter pour libérer la femme, c'est lutter pour arracher le pays aux grands groupes capitalistes » dit Marchais. Suit le portrait de la « Société nouvelle » où « les femmes auront enfin la possibilité de mettre toutes leurs qualités au service de la société... de trouver l'équilibre nécessaire entre la famille et la société... » On peut s'interroger : Quelles sont ces « qualités » des femmes dont parle le secrétaire général ? Une autre phrase peut nous éclairer : « des conditions de vie plus sereine où seront combattues la violence, la haine, l'immoralité. » Les qualités des femmes sont-elles donc la passivité,

la douceur, l'amour et le sens moral ? Voilà qui ne nous change pas beaucoup d'un portrait bien connu : douce et sereine la femme spaise les conflits et panse les blessures...

Mais derrière le mot « famille », il y a la double journée de travail que Marchais ne dénonce pas. Derrière le mot « famille », il y a la femme qui s'occupe des enfants, ce que Marchais ne remet pas en cause : « En ce moment, les étudiants manifestent, leur avenir est menacé, ce sont des problèmes pour les mères de famille. Derrière le mot « famille », il y a le « devoir conjugal », l'obligation sexuelle, dont le Parti communiste ne parle jamais.

De quel équilibre entre famille et société s'agit-il donc, et de quelle société ? Sûrement pas celle pour laquelle se bat le mouvement des femmes.

## les temps modernes

### CONTRE L'AMIANTE CANCERIGENE

« Nous nous battons et nous nous battons pour que les travaux pour enlever l'amiante le plus vite possible dans les conditions de sécurité soient effectués. Nous appelons les personnels et étudiants à prendre des initiatives semblables », déclarent les travailleurs de la calculatrice à Jussieu, qui se sont mis en grève jeudi 18 mars avec occupation des locaux : ils ne veulent plus travailler dans une atmosphère empoisonnée par l'amiante cancérigène.

A Jussieu, le combat contre l'amiante continue !

### RUE VIVIENNE A PARIS ECHEC AUX EXPULSEURS !

Plus d'une centaine d'habitants sont en voie d'expulsion rue Vivienne (Paris 2<sup>e</sup> arrondissement) parce que la Bibliothèque Nationale a décidé de s'agrandir. Depuis deux mois, pour faire partir les habitants de l'immeuble convoité par la B.N., on met le paquet : la Société immobilière d'Hauteville est chargée d'organiser les départs. Un matin, toutes les portes des appartements sont clouées avec des planches, le lendemain, il n'y a plus d'eau ni d'électricité, mais personne ne sait qui les a coupées !

Pour l'instant, personne n'a cédé au chantage, mais pour combien de temps ? Cette affaire n'est pas la seule. La restructuration du quartier des Halles touche de très nombreux travailleurs. C'est tous ensemble qu'il faut lutter contre les expulsions !

### SOLIDAIRES DES BEBES-PHOQUES !

Le massacre de 170 000 bébés-phoques a commencé au large du Canada pour la saison 1976. La banquise se couvre de sang : les bébés sont tués à coup de gourdin, et ils n'ont pas la moindre chance d'en réchapper : la chasse se fait par hélicoptère. Malgré les protestations locales et internationales, les intérêts en jeu - des milliers de manteaux - font que la chasse continue.

### R. AGRET ECRIT AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Roland Agret, condamné à cinq ans de réclusion alors qu'il continue de clamer son innocence vient d'écrire une lettre au président de la République dans laquelle il réclame à nouveau la révision de son procès, qui lui a toujours été refusé malgré tous les éléments qui tendent à l'innocenter : « on m'oppose un jugement et son irréversible chose jugée dont je me contrefiche. Au delà de toutes les choses jugées de ce monde je suis innocent (...). Aujourd'hui je suis usé, vraiment usé, on fait de moi une inguérissable plaie vivante qui n'implore pas de pitié, qui ne sollicite aucune indulgence mais qui réclame son droit de vivre, minimum qui lui reste encore à pouvoir exiger de plus que de plein droit. (...)

## DEUX MILITANTS DU CAP EN PROCES

Agnès Quin et Jean Lapeyrie, tous deux militants du C.A.P (Comité d'Action des Prisonniers) comparaissent jeudi dernier devant la XVI<sup>e</sup> Chambre. Ils étaient accusés de vol au magasin Inno Montparnasse. Tout en revendiquant la légitimité du vol dans les grands magasins - ce qu'ils ont réaffirmé à l'audience - Agnès et Jean ont nié toute responsabilité dans l'affaire d'Inno : Jean n'était même pas sur les lieux au moment du vol, et Agnès avait payé les quelques objets qu'elle avait dans son sac. Contre leur parole, les accusations des flics-maison d'Inno, et les procès verbaux des policiers du XIV<sup>e</sup> arrondissement ; ceux-là même qui interdisent toutes les semaines la vente du journal du CAP devant la Santé !

« Nous sommes ici accusés par des habitués du mensonge, du faux-témoignage, du faux procès-verbal, alors que nous nous avons l'habitude d'assumer nos actes » expliquait Agnès, qui assumait elle-même sa défense. Jean s'est attaché à démontrer que s'il avait

déjà volé, que s'il volerait peut-être encore par nécessité, la parole valait bien celle des spécialistes de l'escroquerie sur les marchandises, des publicités mensongères que sont les patrons de grandes surfaces et leurs flics appointés. Donc, concluait-il, « si vous me condamnez, ce ne pourra être que sur mes opinions. C'est vrai que je respecte ni la justice, ni aucune police, mais ce n'est pas l'objet de ce procès ».

Procès d'opinion ? Machination contre des militants ? Tel semblait bien être le fond de l'affaire puisqu'aucune preuve formelle de vol ne pouvait être avancée. Ce n'est pas ce qu'a conclu le ministère public qui avait, quant à lui, expliqué dans un réquisitoire involontairement hilarant que les voleurs des grands magasins étaient les premiers responsables de l'inflation... ! Agnès et Jean ont été reconnus coupables, et condamnés respectivement à 3 mois de prison avec sursis et 2 mois fermes, sans révocation de sursis.

J.F.V.

N° 35 JOURNAL DES PRISONNIERS 2,50 F  
AVRIL 1976  
**CAP**

SOMMAIRE  
LE VIOL P. 3  
SE DEFENDRE SOI-MEME P. 8  
QU'EST-CE QUE LE C.A.P P. 8  
L'AFFAIRE DE TROYES P. 4 et 5

## Après la journée étudiante du 18 mars LE MOUVEMENT LE PLUS IMPORTANT DEPUIS 68

La presse de droite comme l'Aurore est obligée de reconnaître la puissance de la manifestation étudiante de jeudi soir et ne peut faire l'amalgame avec « les briseurs de vitrines ». C'est un signe qui vaut mieux que tout autre discours sur l'importance des mobilisations étudiantes, les plus grosses depuis 68. Il faut pourtant revenir sur « ces casseurs de vitrines ». Si tous ne sont pas des flics (bien que des flics aient été trouvés parmi eux), comment les appeler sinon des provocateurs ? Car qui peut avoir intérêt à voir s'avancer une manifestation au milieu de magasins saccagés sinon le pouvoir afin d'essayer d'alimenter par la suite une campagne de presse hystérique. Ce qui justifiait que le service d'ordre des comités de grève (et non de la ligue comme le voudraient certains) demande aux manifestants de rester dans le cortège, de ne pas s'engager devant la manif, ou intervienne, physiquement s'il le fallait, pour que ces petits groupes pseudo-anarchistes ne casse pas tout sur leur passage. Groupe qui par ailleurs préféreraient de loin agresser le service d'ordre à coup de barre de fer et de chaînes de vélos que d'aller houspiller les flics.

Des coordinations étudiantes, il y en a eu d'autres. Mais la rencontre nationale de Nanterre est la première montée nationale de milliers d'étudiants. C'est la première fois que tous les courants étudiants se rencontrent ainsi. Quinze mille selon l'AFP citant le comité de grève de Nanterre, en fait 5000. Ils vont tranquillement d'une salle à l'autre entre les stands des organisations.

L'ordre du jour : le matin, le bilan des luttes, confrontations ; l'après-midi, quel mouvement, les revendications, un débat femmes, puis l'AG pour tracer les perspectives. La structuration : aujourd'hui, il faut des structures auxquelles tous les étudiants puissent participer : on réunit des AG par section, là où les étudiants peuvent s'exprimer mieux que dans les AG de facs où il y a souvent plus de cinq cents personnes. Les objectifs : les étudiants confrontent leurs besoins et mettent en avant des revendications communes en élaborant des plates-formes qui sont leur base de lutte. Les comités de grève et les AG peuvent ensuite avancer des objectifs pour la fac. A la commission « plate-forme », c'est vers l'unification nationale des revendications que l'on allait. L'unité : Les étudiants s'allient aux

travailleurs en lutte, soutiennent les viticulteurs. Ils obtiennent le soutien des syndicats. La CFTD, la CGT, le SNESup, la FEN étaient à Nanterre. Un terrain, des intérêts communs,

Pour autant ne mélangeons pas tout ! Devant le secrétaire d'état ce ne sont pas des provocateurs qui ont déclenchés les « incidents », mais les CRS face aux manifestants qui attendaient. Les paniquards qui appellent à la dispersion dès qu'un képi de flic apparaît à l'horizon ont compris ce soir là que des milliers d'étudiants combattifs ne l'entendaient pas ainsi. Ce qui s'est passé est clair et juste. Un membre de comité de grève de Nanterre a pris la parole pour expliquer que la manif « légale », le parcours autorisé par les flics finissait là, Loi anti-casseurs oblige ! Mais que la sono explique aussitôt que la manif continuait jusqu'au secrétariat d'Etat est plus que normal. Si Saunier-Seïté ne veut pas entendre les étudiants n'est-il pas légitime qu'ils veuillent aller crier sous ses fenêtres... ?

Le succès de la rencontre nationale et de la manifestation augurent bien de la mobilisation après Pâques. Nous reviendrons sur ces perspectives en début de semaine.

une amitié et des adresses qui s'échangent, rencontres autour d'un sandwich entre deux voyages en car : c'est là que naît un nouveau mouvement étudiant. Celui qui pose

en commissions le problème de sa structuration. Les UNEF sont discrètes, elles sentent bien que ce n'est pas le moment de lancer le couplet « nous sommes les seuls... »

### Les femmes à la rencontre nationale Des tâches de second rang

Plus de mille personnes au forum organisé par les « groupes femmes » de Nanterre, c'est d'emblée un succès. La discussion fut divisée en deux temps : d'abord les prises de paroles des groupes, puis un débat général sur l'oppression, où hommes et femmes étaient invités à intervenir. La première partie fut de loin la plus riche. Les interventions ont toutes insisté que le rôle des filles pendant la lutte. A Nanterre, qui prit en charge le rassemblement, on retrouvait « comme par hasard » les filles aux tâches techniques (commission bouffe, accueil) et les garçons au comité de grève. Au Mans, « il y a 90 % de filles dans les sections littéraires... et 90 % de mecs au comité de grève de ces mêmes sections ». Les prises de parole en AG sont

toujours des exploits pour les étudiantes : il leur faut affronter vannes sexistes et réflexions paternalistes : « Quand on veut exprimer des positions, on nous lance — tu dis des conneries, mais t'es jolie, alors on te laisse parler ». (une fille de Marseille).

Pourtant, des groupes affirment que leur action a payé. A Villeteuse, « ça va mieux », à Toulouse, les réflexions sexistes en AG sont dénoncées. Pour la manif du mercredi 18, le service d'ordre de la Sorbonne était exclusivement féminin. Mais là encore, des problèmes sont soulignés par les groupes. A Aix, les filles se sont battues pour que l'une d'elles soit à la direction du service d'ordre : « En fait, j'ai rien dirigé du tout ». Pour éviter les femmes potiches qui donnent bonne conscience

« c'est à tous les niveaux qu'il faut se battre ». A Sciences-Po, le groupe femme a proposé un certain nombre de revendications « tout est passé comme une lettre à la poste, comme des revendications folklores. Il faut se battre pour que le mouvement prenne au sérieux les revendications des femmes ».

Les revendications, peu de groupes (Lille, Sciences-Po) proposaient d'en inscrire au cahier de revendication des facs en lutte... ceci rejoignait une autre carence, soulignée par de nombreuses filles : pendant la lutte, les groupes femmes s'évanouissent, les réunions sautent car les filles sont complètement investies ailleurs... dans des tâches de second rang.

N.T.

## CE MOUVEMENT ETUDIANT QUI RENAÎT

Par Joseph Krasny

## 2/ LUTTER CONTRE QUOI ?

L'univers qui enferme quotidiennement le milieu étudiant est différent de celui qui régnait à la fin des années soixante. La réforme Faure est passée par là, et ce n'est pas sans conséquences sur la géographie des luttes. Une typologie plus diversifiée même si l'opposition d'ensemble à la réforme du deuxième cycle les unifie. Chaque grève inclut dans ses revendications des problèmes locaux, nourris par la concurrentialité entre universités. Il y a les « partitions », l'éclatement du campus d'une même ville entre « fac d'élite », choyée et largement financée et « fac de masse », poubelle dépotoir, véritable impasse. Ainsi à Lyon, où la différence saute immédiatement aux yeux : à « Lyon 3 », la fac respectable, l'ordre règne, une affiche ne tient pas 10 mn sur un mur sauf celles, autorisées, des associations étudiantes réactionnaires, et, évidemment, le Président est un républicain indépendant secondé d'un vice-président vouant un culte fervent à l'Italie mussolinienne. Il y a aussi, de plus en plus fréquemment, les accords entre universités et patronats régionaux. Le meilleur exemple en est l'« association université de Picardie-Union patronale de Picardie » réalisé en janvier dernier, qui est au cœur de la lutte des étudiants d'Amiens. Le troisième alinéa de l'article 2 des statuts de cette association « à but non lucratifs » puisque régie par la loi de 1901 sur les associations est limpide : « étudier parallèlement les besoins des entreprises... et l'orientation de certains enseignements ». Les occupations de locaux administratifs ont d'ailleurs permis de multiplier ces pièces à conviction. Le 15 mars, durant la séquestration du doyen de la faculté de Droit-Sciences économiques de Clermont-Ferrand, les étudiants ont déniché, en fouinant dans ses tiroirs un projet de convention entre Michelin, la plus grosse entreprise de la région, et un institut d'économie créé dans l'université pour la circonstance. L'objectif : Michelin finance et les étudiants de troisième cycle font les travaux qui servent ses intérêts.

Ces facettes multiples, université par université, de la mobilisation prouve bien que pour la grande

masse des étudiants, les questions universitaires, touchant au contenu de leurs études et à leurs débouchés, sont le point d'ancrage de la lutte. C'est à partir de ces premières remises en cause qu'ils débouchent sur des problèmes politiques généraux. Rien d'une mobilisation « prétexte », mais la volonté de croiser le fer avec le pouvoir dans l'institution universitaire, d'ouvrir une remise en cause durable d'un enseignement sélectif parce que « de classe ». Une situation d'ensemble différente de celle de mai 68 ou de ses immédiats lendemains explique que ces questions soient prédominantes à la source de la mobilisation et qu'à l'inverse, ce ne soient pas les enjeux politiques généraux qui l'unifient d'emblée. La floraison de textes décortiquant la (ou les) réformes, la multitude de discussions sur les revendications, au delà des mots d'ordre de refus d'une aggravation de l'état des choses existant vont dans ce sens. Dans les manifestations parisiennes telle ou telle UER diffuse un tract d'analyse de la réforme donnant le contenu des discussions qui l'ont traversée. A Grenoble, une commission de quatrième année de Sciences-éco débat du « contrôle des connaissances ». Comment faire grève et, en même temps imposer de ne pas perdre le bénéfice de l'année en cours ? « Ce n'est pas notre affaire, dit une étudiante, nous n'avons pas à choisir la sauce avec laquelle, de toute façon, on nous bouffera ». Finalement la majorité proposera d'imposer aux enseignants et à l'administration une « note collective » avec contrôle des étudiants. Amendements à l'école des patrons ? Non, selon un étudiant, il s'agit de « propositions concrètes pour la lutte actuelle. On ne propose pas d'instituer ça, on l'impose cette année, comme produit de la grève, contre la sélection et le bachottage. » Même débat à Nantes, où « contre l'individualisme », les étudiants de concours (CAPES et agrégation) décident « une préparation collective » et, ainsi, en arrivent à discuter des concours eux-mêmes, de leur fonction, de l'idéologie qui les sous-tend.

LUNDI : Durer, comment ?

## faites chauffer l'école

- étudiants du technique : depuis 15 jours, les étudiants préparant un Brevet de Technicien Supérieur dans les lycées techniques de Vitry, Courbevoie et d'Argenteuil sont en lutte. A Jean Macé, à Vitry ils exigent la reconnaissance de leur diplôme dans tous les secteurs, le droit à l'entrée dans le second cycle « au niveau correspondant », « une allocation d'étude attribuée à tous », « une révision des programmes » contre un enseignement soumis à la rentabilité patronale, et la couverture par une « indemnité » des frais de stage en entreprise.

- l'école nouvelle : à Lyon, c'est une école qui prétend rénover la pédagogie (Cf Rouge n°5), favoriser le travail d'équipe et chercher un autre mode de relation entre adultes et enfants. Après un conflit entre la directrice et les institutrices, ce vernis s'écaille. Licenciements, appel d'huissiers par la directrice. Les institutrices et la CFTD-SEPR luttent pour leur réintégration.

- apprentis cuisiniers : sur pression directe du patronat de l'hôtellerie, le recteur de Rouen vient de décider que la partie pratique du CAP de cuisinier ne se passerait plus en juin, mais en septembre. Pendant les trois mois d'été, les cuisiniers ne seraient donc pas salariés mais stagiaires : 60 heures de travail par semaine pour 600 F par mois. Une économie de plusieurs milliers de francs par apprenti ! Au C.E.T Jules Lescene du Havre, les collégiens ont fait grève trois jours contre cette décision. Ils recommenceront après Pâques s'ils n'ont pas satisfaction.

- Archi et Beaux-Arts à Montpellier : un mouvement des étudiants et enseignants d'Architecture et des Beaux-Arts s'élève contre les réformes qui visent à créer une « école supérieure d'Architecture », seule habilitée à délivrer le diplôme d'architecte. Depuis 1968, dans ce secteur, il n'y a eu aucune titularisation de professeur, et le nombre d'heures de vacation diminue. Ce qui se dessine c'est un éclatement de l'enseignement : technologie en fac de Sciences, géographie et urbanisme en fac de Lettres et le tout coiffé par une école nationale, formant les « super architectes », seuls reconnus. Une liquidation du secteur culturel préfigurée directement par ce qui se passe à Montpellier : l'école d'Archi était jusqu'à présent logée dans des préfabriqués, une nouvelle école sera construite dans trois ans et, en attendant, les enseignements seront dispersés dans la ville. Pour protester, étudiants et enseignants organisent des cours sauvages sur les places et dans les super-marchés, confectionnant des journaux muraux qui fleurissent dans les parkings et commerces de luxe.

Correspondant.

Achetez Rouge  
tous les jours  
dans le même kiosque



## CLASSIQUE ET BIG BUSINESS

■ Le Boston Symphony Orchestra est coté parmi les premiers du monde avec ceux de Berlin et de Vienne. Il vient de terminer à Paris une tournée européenne : treize concerts dans six pays dont deux concerts de prestige à Paris. L'un au théâtre des Champs-Élysées ; l'autre au palais des Congrès. Superbes ont été l'Oiseau de feu de Stravinsky et surtout le Requiem de Berlioz (donné avec l'Orchestre de Paris et 300 choristes), mais le fonctionnement d'une telle institution symphonique est problématique.

Le budget annuel du BSO. est de 7 millions de dollars (3 milliards d'anciens francs) et, malgré le succès massif de l'orchestre (concerts, festivals, abonnements, disques, radio/TV), le déficit est constant et croissant. Contrairement à la tradition misérabiliste française (courir le cachet à droite et à gauche), les musiciens du BSO. sont membres à temps plein de leur orchestre ; or, plus de cent musiciens d'« élite » aux salaires made in USA, ça coute très cher. Les subventions étatiques n'existent guère. C'est donc du « mécénat » que dépend l'activité, la survie, la gloire du BSO. : dons d'entreprises industrielles, de fondations plus ou moins philanthropiques, de personnes privées millionnaires (en dollars (1)). En l'occurrence, c'est le trust Colgate-Palmolive international (la maison mère américaine et ses filiales anglaises, allemandes, françaises...) qui subventionne (moyennant dégrèvement d'impôts ?) la tournée européenne de l'orchestre. En outre, les musiciens sont flanqués de 43 « friends » (amis, mécènes) qui paient 1000 dollars le droit de faire partie de la tournée, en sus de leurs frais de voyage (avion, hôtel, repas...). Repas chez Maxim's à 250 F pour 90 « personnalités » (mais surtout pas pour les musiciens de l'orchestre) ; promenades en bateau-mouche offertes par le gratin des promoteurs de lessive au gratin des milliardaires du Massachusset ; réception de tout ce beau monde à l'ambassade des Etats Unis...etc. Voilà par quoi il faut passer pour pouvoir payer son billet 80 ou 140 F ! Le fric est roi, le public est snob, les managers du show business classique (Deutsche Grammophon, Philips...) « construisent » à coups de concerts, de disques et de mondanités douteuses, la nouvelle idole du symphonique, le chef d'orchestre japonais (titulaire du BSO) : Seiji Osawa — qui, à part cela, est un musicien plein de talent et de tempérament... C'est tout le système de diffusion de l'art qui est à détruire... pour que nous puissions un jour mieux goûter le contenu.

J.F. DUMAS

(1) Les dons de 50 000 dollars (20 millions d'A.F.) ne sont pas exceptionnels !

Manifestation du Jeune Théâtre

## UN REFLET TROMPEUR

■ « Des statuts, des lieux, des subventions ! » « Non à la censure économique ! », « Non à l'expulsion ! ». Ils étaient plusieurs centaines, jeudi soir, devant l'hôtel de ville de Paris à crier ces slogans. Motif ? Un rassemblement convoqué par l'Action pour le jeune théâtre (A.J.T.) pour protester contre les mesures d'expulsion qui pèsent sur deux compagnies : Les Tréteaux du Sud parisien du théâtre 13, les Athévains de la MJC-Théâtre des Deux portes. Des habitants des quartiers concernés, des représentants des syndicats professionnels s'étaient joints aux comédiens des diverses troupes. Sans se faire trop d'illusions sur l'efficacité à court terme de leur action, les manifestants exigèrent une entrevue avec le président du Conseil de Paris et déposèrent un cahier de doléances du Jeune Théâtre.

Leur démarche avait, avant tout, pour but de populariser les revendications des jeunes troupes et de dénoncer les conditions qui leur sont faites actuellement à Paris...comme dans bien des villes de province.

Mais, à Paris, le contraste est d'autant plus saisissant entre la misère du jeune théâtre — des activités culturelles en général — et l'ampleur du budget que consacre la ville à des manifestations de prestige, réservées le plus souvent, à une clientèle aisée. La répartition de ce budget est en l'occurrence un choix d... classe très net.

Un choix qui consiste à faire de Paris une « vitrine » à l'usage du touriste ou de l'esthète. Mais le reflet est trompeur. Dans les quartiers, la création est lentement, mais sûrement étouffée.

# au fil de la semaine

## THEATRE

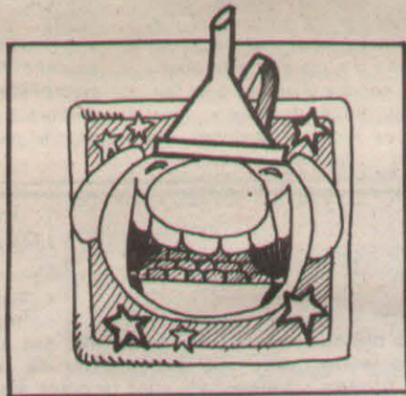
Théâtre de la Commune d'Aubervilliers

### LE RIRE DU FOU de Gabriel GARAN

● La « niche » est institut modèle destiné à des pensionnaires inadaptés ou rejetés par la société. Augusto, se prétendant clown, mais ne faisant rire personne, y vit entre deux fugues, au milieu d'une galerie de personnages cocasses ou tragiques, traumatisés, incompris ou simplement trop lucides, que l'on a vite fait de mettre à l'écart en les désignant comme malades mentaux. Le rire du fou le rire d'Augusto, jaillit après maintes péripéties au cours d'une représentation de cirque dite libératrice, due à l'initiative de la fille du directeur. Mais la folie logique d'Augusto, son rire, déclenchent une cascade d'événements surprenants...

Si on peut regretter le manque de mordant dans la présentation de la « niche » et des pratiques répressives de l'asile, (la dénonciation se traîne, et d'autre part, le relent « eau-de-rose » du thème de la fille du directeur), il n'en reste pas moins que le rêve du cirque est dynamique, magnifique et le sujet passionnant, notamment par la confrontation de la « folie » et de l'ordre établi. Le cirque permet la récupération, dans un cadre admis, des aspirations à vivre autrement mais il donne aussi à des personnages « en marge », pour une raison ou pour une autre, les moyens de comprendre et d'exprimer leur contestation, leur utopie. La limite « permise » est vite atteinte : c'est le cercle de la piste... mais la prise de conscience reste, le rire ne s'arrête plus.

E.T.



Au Théâtre de la Plaine

### ROSENCRANTZ ET GUILDENSTERN SONT MORTS

de Tom STOPPARD

● Rosencrantz et Guildenstern sont morts, de l'auteur anglais Tom Stoppard. Elle fait partie de ces pièces dont on peut dire qu'elles sont bien menées, bien foutues, habiles, intelligentes, même sensibles.

Mais précisément, en dehors de sa belle facture, cette pièce montée par J.F. Prévand, n'est que du « bon théâtre ». C'est-à-dire qu'elle relève du théâtre d'acteur, avec ce qu'il implique de performance d'acteur, même si celle-ci est honnête et authentique. Or, il y a dix ans — quand la pièce avait été montée en France — peut-être était-elle en prise sur les préoccupations ; mais aujourd'hui, l'époque exige autre chose...

Rosencrantz et Guildenstern sont deux courtisans de la cour du Danemark, chargés de sonder Hamlet et de le divertir de ses interrogations. Deux types d'hommes sur lesquels Shakespeare avait quelque chose à dire, sans aucun doute. Mais Stoppard, qui les extrait de leur second rôle pour les projeter au devant de la scène, n'a rien à dire sur eux, manifestement. Il s'amuse et se complait dans les élucubrations verbales de ces désoeuvrés pourtant pris dans les filets de l'histoire, sans s'apercevoir de leur rôle social. C'est là qu'aurait été l'intérêt et qu'on aurait pu s'amuser vraiment.

Au théâtre de l'Aquarium

### LES CLOWNS MACLOMA

● Le clown paraît comme un personnage comique extrêmement typé, qui joue sur une corde éternelle, traversant tous les âges. C'est le cas du rire, mais pas du clown. Certes ce type balourd, déphasé, stupide est déjà présent dans les personnages comiques du passé, du jongleur au fou du roi. Mais il a fallu l'avènement de la société bourgeoise, qui a coupé l'art en tranches comme un saucisson : poésie, chanson, danse, mime, clown, pour qu'il devienne ce personnage de cirque isolé, ne représentant plus que le rire, et finissant par n'aligner que des gags, et définissant comme homme devenu clown parce que triste.

Eh bien, les clowns Macloma rompent avec la tradition. D'abord, en produisant un ensemble de saynètes qui forment tout un spectacle, et, ensuite, sur des thèmes branchés sur la réalité actuelle : nous faisant rire de la virilité du toréador, du musicien inspiré, du sado-masochisme à la mode, du chef d'orchestre emballé par sa marche guerrière, etc.

C'est là une démarche qui embraye sur quelque chose de nouveau, et qui ne sacrifie pas le bon rire brut du coup de pied au cul, ni la performance acrobatique et l'agileté.

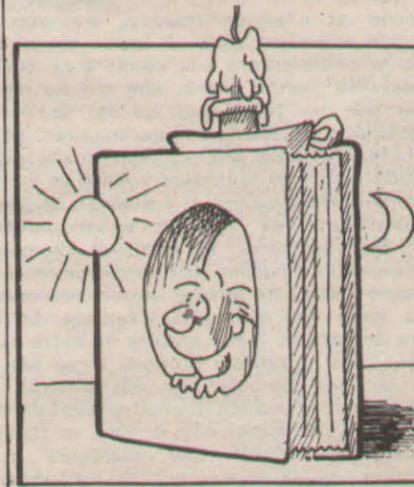
C.R.

## LIVRES

### ANTONIN ARTAUD : OEUVRES COMPLETES

● Une réédition importante des premiers textes d'Artaud, et notamment des écrits de la période surréaliste, jusqu'à la rupture avec Breton, Artaud refusant de mettre le surréalisme « au service de la révolution » (cf. *A la grande nuit ou le bluff surréaliste*). Gallimard ressort dans ce second volume du tome 1 un texte de 1927, perdu et retrouvé, *Point final* qui complète *A la grande nuit*. Au-delà de l'intérêt historique, on retrouve dans ces deux volumes les poèmes et pamphlets écrits avec des mots qui déchirent, qui disent l'angoisse et le doute, la haine aussi des ganaches pontificales, universitaires ou législatrices. Des textes qui ont l'avantage d'être plus que jamais d'actualité. Un seul regret : le coût élevé de cette réédition.

Oeuvres complètes d'Antonin Artaud, tome 1, deux volumes ; éditions Gallimard, 50 F chaque volume.



Chez Gallimard

### JEAN PAUL SARTRE : POLITIQUE ET AUTOBIOGRAPHIE

● Publié comme les autres tomes de « Situations » chez Gallimard, cet ouvrage comprend pour l'essentiel des textes parus dans diverses revues ainsi que l'in-

terview donné par Sartre au *Nouvel Observateur* l'an passé pour son soixante dixième anniversaire. Il apparaît comme une réflexion sereine sur l'une des œuvres philosophiques et littéraires les plus importantes de ce siècle.

L'ouvrage comporte deux parties : La première est constituée par des textes sur les problèmes politiques de l'après mai 68 : les luttes de libération nationale, les luttes des femmes, la justice, le statut de l'intellectuel dans le processus révolutionnaire. La seconde aborde l'ensemble des problèmes que Sartre a rencontré, comme homme public et comme individu privé.

Il faut lire ce livre pour plusieurs raisons : tout d'abord en ce qu'il permet de faire le point sur les problèmes posés par une œuvre multiforme, de *La nausée* à *L'Idiot de famille* en passant par la *Critique de la Raison dialectique*, mais aussi pour l'utilisation, dans le champ politique, de concepts sartriens. Ainsi peut-on mesurer la fécondité du concept de « sérialité » par lequel Sartre rend compte de l'aliénation que représente l'intériorisation forcée de l'altérité. La sérialité c'est l'opération par laquelle l'individu perd son identité pour se définir « par la pensée du voisin en tant que celui-ci pense comme les autres » (p. 42). Cette aliénation fonde une impuissance nécessaire au fonctionnement du système (Cf. : « Elections, pièges à cons », p. 78-81).

Enfin ce tome X de « Situations », nous montre un intellectuel qui ne veut plus « dialoguer avec la bourgeoisie », et qui, quels que soient les désaccords politiques que l'on ait avec lui, force l'admiration (un terme qu'il n'aime pas) par sa probité, lorsqu'il déclare par exemple : « la pensée vivante ne peut se séparer de l'action. »

M.C.

## VIENT DE PARAITRE

10-18

● Marcel Martinet : *Biographie et article sur les temps maudits et La nuit*.  
● Maurice Roche : *Compact* (réédition)

MASPERO

● Victor Serge : *Littérature et révolution*.  
● Marcel Martinet : *La culture prolétarienne*.  
● K. Marx et F. Engels : *I. Utopisme et communautés de l'avenir. II. Les utopistes*.  
● Daniel Guérin : *Front populaire, révolution manquée* (réédition).

J'AI LU (Science-fiction)

● Philip K. Dick : *Ubik* (réédition)

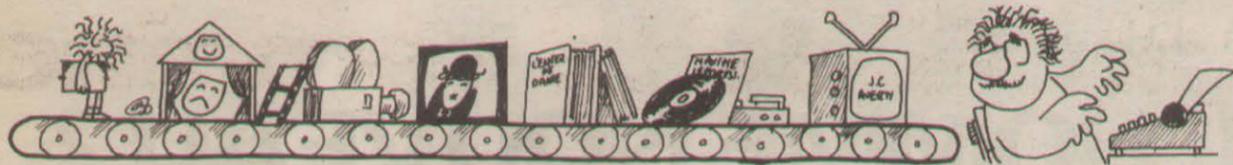
## CINEMA

UN APRES-MIDI DE CHIEN de Sydney LUMET

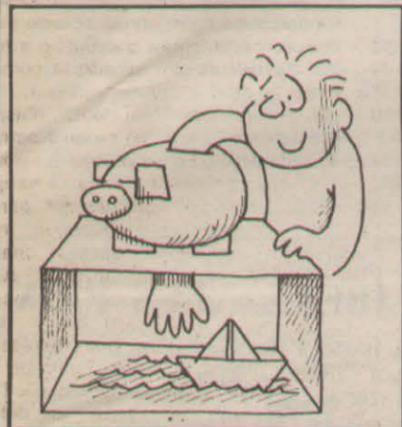
LES TROIS JOURS DU CONDOR de Sydney POLLACK

JOE, C'EST AUSSI L'AMERIQUE de J.G. AVILDSSEN

● Trilogie apparemment hétéroclite et qui pourtant s'impose comme le miroir à double face de l'Amérique des années 70. L'Amérique a peur, l'Amérique s'interroge sur elle-même. Interrogation douloureuse qui conduit souvent à la mort. Droit à la différence piétinée, violence aveugle ; fascisme latent, sont les trois constantes d'une crise de société qui sévit sur tous les fronts. Il suffit qu'un individu ou un groupe d'individus refusent de jouer le jeu de la consommation imbécile et de la logique des intérêts capitalistes pour que la jungle américaine s'embrase du feu de ses contradictions. L'introspection, presque



toujours hallucinante, prend parfois des allures d'autopsie. Trois films brûlants où chaque conflit, au delà des situations conjoncturelles, met en question l'avenir d'une société vouée au profit et à l'individualisme. Avant tout, trois témoignages lucide sur la faillite irrémédiable, de « ceux qui avaient Dieu à leur côté ».



Sortie le 24 mars  
**HISTOIRE D'UN PECHE**  
de Valerian BOROWCZYK

● Au coeur du thème philosophico-romantique de l'amour passion, qui conduit à la perte de l'individu, Valerian Borowczyk, dans son dernier film, *Histoire d'un pêche*, parvient à battre en brèche une certaine conception du romantisme et à éviter les pièges du classicisme. A l'aube du vingtième siècle, une jeune femme choisit, par amour, de sortir du chemin battu des conventions sociales et de mépriser les moeurs traditionnelles du patriarcat. Elle quitte son travail, ses parents, son statut au sein d'un groupe social pour aller rejoindre son amant. Pourtant, sa quête de l'absolu tourne court, et bientôt abandonnée, elle tue son enfant et se prostitue pour survivre. Elle va alors jusqu'au bout de l'humiliation et de la misère morale en un déchirement incessant qui la mènera finalement à la déchéance, au meurtre, puis à la mort. Quelques-uns des mécanismes psychologiques et économiques qui président à la discrimination sociale entre les hommes et les femmes sont ainsi mis à nu : on oblige littéralement

cette femme à vendre son corps qui devient alors sa seule monnaie d'échange dans une société régie par l'argent et où le pouvoir est détenu par les hommes. En dehors de la hiérarchie mâle-femelle, point de salut. Le péché est consommé !

Mise en scène et images d'un esthétisme flamboyant au service d'un récit tout en nuances, mais parfois désuet.

Plus convaincant que l'*Adèle H.*, de Truffaut, moins délibérément racoleur que les derniers films de Borowczyk (*La Bête* et *Contes immoraux*), *Histoire d'un pêche*, qui a réalisé six millions d'entrées lors de sa sortie en Pologne, évite l'eau-de-rose et la farce vaudevillesque.

## MUSIQUE

(double album Musidisc)  
**CHARLES MINGUS :**  
**STORMY WEATHER**

● Une réédition d'enregistrements historiques : l'orchestre de Mingus en 1960 avec Eric Dolphy. Une éblouissante version d'un des morceaux les plus célèbres de Mingus et qui fit date dans l'histoire de la musique noire : *Fables of Faubus*, dirigé contre un gouverneur raciste du Sud des USA. Composition dont Mingus réactualisera le titre et les paroles au moment du Watergate en *Fables of Nixon*, ce qui provoquera parfois dans certains concerts à l'étranger le départ précipité d'ambassadeurs US venus naïvement écouter un orchestre de « braves nègres ».

Lutte politique, mais aussi humour provocateur sont ici entremêlés ; un morceau s'intitule : *Tout ce que vous pourriez être si la femme de Freud était votre mère*. Le talent de compositeur, de leader et de bassiste de Mingus éclate dans ces faces. A côté de lui, Dolphy (alto-sax, clarinette basse et flûte) domine l'orchestre de son jeu original et déroulant pour l'époque. En cette année 1960, violence et fureur se libèrent dans la musique noire, annonçant la révolution free.

Un jalon décisif de l'histoire du jazz.

Solo de piano enregistré au festival de Montreux en juillet 1974. (Freedom)

**CECIL TAYLOR :**  
**SILENT TONGUES**

● Deux atouts majeurs dans le jeu de Cecil Taylor : masse et vitesse. Un fleuve de sons charrie les dépouilles de la musique occidentale. Ruptures de rythme, juxtaposition, voire superposition de séquences quasi-rythmiques et de réminiscences mélodiques chopées un peu partout. Une fascination jamais hypnotique. Une aventure musicale permanente. Une musique proprement « inouïe ». Certains disent que « ce n'est plus du jazz » et font la moue. Ils n'ont rien compris à ce qui assure à cette musique sans cesse risquée sa furieuse solidité : le blues.



**RORY GALLAGHER**

● Il est encore temps de ne pas le rater. Il passe lundi 29 mars au Palais des Sports. Sans cinéma, tous ses moyens concentrés sur sa musique à base de blues teintée de rock très structuré, guitariste plein de fougue, il sait puiser dans la tradition irlandaise pour imprimer dans les crânes des sensations fortes. Impossible d'oublier quand il vous emporte dans de superbes blues nerveux qu'il joue depuis des années sur son immuable Fender Stratocaster.

■ La musique plaintive et joyeuse des cajunes représente une tradition unique, préservée par les habitants du sud-ouest de la Louisiane.

Les acadiens ou cajuns sont les descendants de pêcheurs et de fermiers des côtes ouest de France qui partirent chercher l'aventure au Nouveau-Monde. Chassés du Canada au dix-huitième siècle par les anglais, ils trouvèrent finalement refuge en Louisiane, dans les bayous et sur les prairies du vieux delta du Mississipi.

Dans les familles, les grands-parents se souviennent encore des complaintes que leurs ancêtres amenèrent de France. Aux noces, aux fêtes, entre amis, un « violoneur » ou un joueur de « Melodeon » (petit accordéon diatonique de dix boutons), secondé par un « cogneur de tit fer » (triangle) viennent toujours « tourner la belle musique ». Au bal, le « frais dodo », l'orchestre s'est amplifié, modernisé, mais les valse et les two-step ont toujours la faveur des danseurs. Dans l'ancien temps, il n'existait pas d'orchestres constitués ou de salles de danse payantes. Les voisins se réunissaient à l'occasion chez les uns ou les autres, donnant un « bal de maison » le samedi soir, invitant un ou deux joueurs des parages, le laissant boire tout son saoul et passer son chapeau, à la ronde, pour qu'il gagne quelques sous.

Parfois aussi, on voyait deux ou trois compères qui « roulaient » de campagne en village, s'arrêtant ici et là quand bon leur semblait, ne s'y éternisant jamais. Ceux-là

savaient tout faire : fins musiciens, violoneurs, chanteurs, danseurs, conteurs, etc.

Ils étaient les rois du bal. Certains soirs, à la veillée, ils contaient des histoires extraordinaires à un cercle de paysans émerveillés et dansaient sur la table des gigües endiablées.

Au matin, ils feraient peut-être halte sur un bord de route et distraieraient les récolteurs venus faire provision de café, de tabac au village. Le morceau de pain avalé, le gobelet de vin de socco vidé, ils reprendraient leur chemin et « laisseraient le bon temps rouler ».

Au festival « folk » qui se déroule jusqu'au 21 mars au théâtre Daniel Sorano de Vincennes, c'est le groupe Bayou Sauvage qui se charge de restituer les différents aspects de la musique cajun : complaintes, balades, contines, vieilles danses : polkas, mazurkas, quadrilles, one-step et two-step, blues et « son haricot » des créoles noirs... Chaque musicien (ils sont trois) est polyvalent ce qui lui permet de chanter et de seconder les deux autres au mélodéon, à la guitare ou au violon. Bayou sauvage passe le dimanche 21 mars à 20 H avec en complément un moyen métrage en couleur dedans le sud de la Louisiane.

G. D. Pierre Bensusan et Gérard Lavigne jouent de la guitare (musique anglaise). En complément deux films : Violon des champs et Musique in the street (musique irlandaise)



A propos du festival folk de Vincennes  
**MUSIQUE AU PAYS CAJUN**

## samedi

TF 1

- 13.00 Journal
- 13.35 Programmes régionaux (même heure et identique sur l'A2)  
A noter la présence (à Lille) d'Alan Stivell et l'émission « préface », magazine de l'actualité littéraire et artistique.
- 14.35 Samedi est à vous
- 14.55 Rugby : France-Angleterre  
Tournoi des cinq nations.
- 20.00 Journal
- 21.30 Nouvelles de Henry James  
Série de cinq films.  
Aujourd'hui De Grey.

A.2.

- 13.00 Midi 2
- 13.35 Programmes régionaux (cf. TF 1)
- 14.50 Samedi dans un fauteuil  
Spécial rugby : tournoi des cinq nations  
Décidément, après St. Etienne-Kiev, la division de l'ORTF en trois sociétés donne des ailes à l'imagination des responsables TV... Notez les 5 minutes de différence avec TF 1 pour la retransmission du match.
- 20.00 Journal
- 20.30 Maigret a peur
- 23.25 Journal

FR.3

A VOIR, CE SOIR

20.30 Mouchoir de nuages  
Texte de Tristan Tzara —  
Réalisation de J.C. Averty  
La pièce de l'initiateur du dadaïsme a été pour la première fois jouée le 17 mai 1924 à Paris.

- 21.45 Lettres de Paris et d'ailleurs  
Emission de Reichenbach : le destin des hommes — Des chutes de pellicule...
- 22.40 Journal

## dimanche

TF.1

- 13.00 Journal
- 14.50 Variétés  
En fouillant bien dans ces sinistres émissions du dimanche, on signale la présence de Mort Shuman et Claude Nougaro.
- 15.00 Ciné-Hit  
Quelques extraits de films : *L'acrobate*, *L'argent de poche*.
- 17.50 Pas de roses pour OSS 117  
Mais des navets, ça oui !
- 19.45 Journal
- 20.30 Le gendarme se marie  
Peut-on classer un tel film dans le genre « comédie burlesque » ? Les lamentables pitreries ne se sont même pas renouvelées depuis les deux précédents films, *Le Gendarme à New York* et *Le Gendarme de Saint-Tropez*. Le genre approche, tant du point de vue contenu que cinématographique, le zéro absolu.
- 22.00 Bi-centenaire des Etats-Unis  
Les rues du citoyen
- 23.50 Journal

A.2.

- 22.35 Les cadets de la politique  
Anne-Marie Fritsch, député réformateur (radical-socialiste)
- 23.00 Journal

FR.3

- 20.30 Hiéroglyphes  
Reportages, parfois intéressants  
Ce soir : les débuts de Pathé-Baby (films en 9,5mm)  
*Les chasseurs de têtes*. Le film ethnographique de 1920 (exaltant la supériorité de l'homme blanc...) *Tout écartillé* (illustration d'une chanson de Charlebois).
- 21.25 Le masque et la plume  
La dernière de la série. Les professionnels — ou plutôt les marchands de soupe — du BLIC (Bureau de liaison inter-cinématographique) ont gagné. On ne critiquera plus les *Oublie moi Mandoline* et autres *Histoires d'O* à la télé. Ouf !



## LA DEUXIEME BATAILLE

Nous avons relaté dans les premiers numéros tous les problèmes qu'a suscité la sortie du quotidien. Après le retard des deux premiers jours, la sortie régulière des 60 000 exemplaires semble assurée. Mais cela ne signifie pas que nous ayons gagné. Les équipes de rédaction et de fabrication doivent se rôder. Si les premières réactions sont positives, nous avons besoin, pour améliorer la formule et le contenu, de votre collaboration. Par l'envoi de lettres, de critiques, de propositions d'articles, etc. Il est encore impossible de connaître le chiffre de vente national, mais nous savons que le premier numéro a été vendu sur Paris surface à 6400 exemplaires sur les 10 000 ex. donnés aux NMPP.

Le premier obstacle que nous rencontrons aujourd'hui est d'ordre financier. Nos dépenses dépassent les prévisions et l'accident survenu à notre roté la rend inutilisable pendant plus de dix jours. Nous sommes obligés d'imprimer à l'extérieur, ce qui augmente le coût de production de plusieurs milliers de francs pour le mois de mars. C'est sur cette constatation que nous lançons un nouvel appel à nos lecteurs pour franchir le cap difficile de lancement. En sortant le 15 mars *Rouge* quotidien, nous avons gagné une première bataille, nous gagnerons tous ensemble la seconde.

*vous couvrez de tout*



**aux puses Rouges**  
samedi 20 mars de 11h à 19h  
dans les salles du patronage  
Esquisse, 72 rue F. Faure, XX<sup>e</sup> m<sup>e</sup> arrondissement

organisées par la L.C.R.  
pour soutenir financièrement  
la sortie du Quotidien Rouge

ACHETEZ  
ROUGE  
TOUS  
LES JOURS  
DANS LE MEME  
KIOSQUE

## Réponse à l'Humanité :

# QUEL HOMME NOUVEAU ?

*Un « homme nouveau » exclu du pouvoir politique ne serait qu'un vieil homme rénové.*

Dans sa rubrique « Spéciale Idées » l'Humanité d'hier publie un long article de Jacques Brière sous le titre alléchant « Quel homme nouveau ? Il s'agit d'une réponse à des interventions sur le même thème de Jean Fourastié dans le Figaro et de Pierre Vianson-Ponté dans le Monde. Le premier insiste sur les mutations industrielles des vingt dernières années et leurs conséquences sur le comportement de l'individu. Pour lui, l'homme nouveau serait l'homme adapté à un nouvel environnement, moins protégé par la famille, soumis au harcèlement de l'information. Bref, la société change, l'homme aussi : vieille dissertation sur le pittoresque de la diligence, l'efficacité de la locomotive, et leurs mérites respectifs.

A ce discours sociologique, Brière répond que l'homme n'est pas nouveau en vertu des innovations technologiques qui le déterminent ; sa nouveauté ne peut venir que d'une transformation radicale des rapports sociaux. Réponse correcte dans sa généralité, mais un peu courte, qui tient en deux idées :

1) *Le phénomène de base de notre époque est la socialisation des forces productives*. C'est le caractère social du mode d'appropriation qui fonde la possibilité de l'homme nouveau.

2) Il s'agit « d'acquiescer des idées nouvelles de se représenter autrement la vie, les rapports avec les autres, avec le travail, de modifier ses comportements... », cela n'est en rien suffisant : Brière pose le problème de la révolution culturelle, « pacifique et démocratique par essence », et de « l'acquisition de modes nouveaux d'appréhension de la réalité ». Il s'empresse en outre de préciser que ces transformations constituent un long processus ; sinon il faudrait encore expliquer pourquoi en Union Soviétique, l'homme nouveau n'a guère pu percer sous la peau caduque du vieil homme.

Brière nous dit en somme que la socialisation des moyens de production et la réforme des mentalités sont les coordonnées de la rénovation. Réponse à la fois économiste (le changement des rapports de

propriété engendre automatiquement la transformation des individus) et idéaliste (les nouveaux modes d'appréhension relèvent essentiellement d'une rééducation idéologique). Entre les deux niveaux, aucune médiation.

Prétendant s'approcher du « vécu », Brière ajoute certes qu'il ne faudra plus séparer chez un même individu le producteur du consommateur, le travailleur du citoyen. Mais en réduisant le problème central au domaine du vécu, il se situe en plein pied dans le cadre de ces divisions établies. Ce qu'il élude, ce sont les nouveaux rapports de l'individu à l'exercice du pouvoir, la question de la forme et du contenu de la démocratie socialiste. En effet, pour échapper aux mutilations de l'homme fendu par le milieu, tel que nous le légua le capitalisme, il faudra en finir avec la division entre la société où l'on travaille et l'Etat autour duquel s'organise « la vie politique », douteuse et opaque ; en finir aussi avec la division sociale du travail, entre travail intellectuel et travail manuel, entre ville et campagne.

Le dépassement de ces divisions réclame l'instauration d'une démocratie directe et de masse, par la discussion collective des projets sociaux et des priorités du plan, par le contrôle des travailleurs sur le produit et la finalité de leur travail.

Seule cette démocratie des producteurs librement associés peut signifier l'avènement d'une société consciente de son histoire, opposée aux lois aveugles de la concurrence capitaliste dont l'aliénation de l'individu est le produit.

C'est là que le bât blesse. Il n'est pas simple pour les idéologues du Parti Communiste de discourir sur le profil de l'homme nouveau, quand leur orientation politique s'accrode des institutions familiales et scolaires forgées par la bourgeoisie ; quand leur secrétaire général se

contente de prendre au pied de la lettre la morale bourgeoise, conçue à l'usage de l'individu privé ; quand leur parti limite la lutte pour l'émancipation des femmes à la conquête d'une égalité formelle, sans remettre fondamentalement en cause leur oppression domestique ; quand il traite les travailleurs en mineurs et leur dénie le droit à l'auto-organisation, qui constitue pourtant l'apprentissage à la démocratie socialiste des conseils.

Daniel Bensaïd

## FOURCADE « LIBERE » LES PRIX

Monsieur Fourcade est têtue. Il vient d'annoncer hier, au cours de la réunion du Comité des prix, qu'il « libèrerait » les prix industriels dans les principaux secteurs. Ce qui veut dire que les patrons n'auront plus aucune contrainte pour fixer le prix de vente de leurs produits. C'est l'aboutissement d'une politique menée avec ténacité depuis que Fourcade est ministre.

Argumentation officielle : cette mesure favorisera la relance de l'économie. De l'économie ou des profits ? On se souvient des lamentations du CNPF lors de son assemblée générale de janvier, sur les « marges » insuffisantes dont disposaient les entreprises. Gageons que la décision de Fourcade leur permettra de regonfler leurs bénéfices.

Et pas ceux des travailleurs qui ont déjà subi près de 1 % de baisse de leur pouvoir d'achat en 1975 et qui sont priés sur tous les tons par ces messieurs du gouvernement et du patronat, de limiter leurs revendications. On leur promet que l'inflation ne dépassera pas 7,7 % en 1976, soit 0,6 % par mois. En deux mois (janvier et février) la CGT annonce une augmentation des prix de 2,3 %. La libération des prix ne risque pas de ralentir le rythme.

P.J.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au « Journal ROUGE »,  
2, rue Richard Lenoir, 93100 MONTREUIL (Service Abonnement)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°.....  
VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)		COLLECTIVITES		ETRANGER	
NORMAL					
1 AN	300 F	1 AN	200 F	1 AN	500 F
6 MOIS	150 F	6 MOIS	100 F	6 MOIS	250 F
3 MOIS	80 F			3 MOIS	130 F

Chèques à l'ordre de Daniel BENSARD, SANS AUCUNE AUTRE MENTION.  
(Pour les plis fermés, écrire au journal)

## LE CERES PROPOSE DES LISTES UNITAIRES DE LA GAUCHE AUX MUNICIPALES DE 1977

Le CERES a réaffirmé, vendredi, au cours d'un déjeuner de presse à Paris, son souhait de voir se constituer pour les élections municipales de 1977 des listes d'Union de la Gauche, Socialistes/Communistes/Radicaleux de gauche et personnes souscrivant au Programme commun, au premier tour dans toutes les villes de plus de 30 000 habitants comme dans celles de moins de 30 000 habitants.

Jean Pierre Chevènement a expliqué que « si des difficultés peuvent se présenter dans les villes (environ 120) que les socialistes administrent encore avec des centristes, il doit être possible d'aller vers des listes d'Union et de surmonter les réticences qui peuvent se manifester ».

Jusqu'à maintenant la position du Parti socialiste se fonde sur la motion du Congrès de Pau fin janvier 1975 qui répudie les alliances avec le centre.

Un congrès extraordinaire les 15 et 16 mai prochains, doit définir la position par rapport aux listes d'Union avec les Communistes dès le premier tour dans les villes de plus de 30 000 habitants. Le CERES a décidé de consacrer une « rencontre nationale » à Reims les 10 et 11 avril sur le thème « les municipales dans la conquête du pouvoir ».

## BEZIERS

### LES LYCEENS SAUCISSONNENT A LA MAIRIE

Ils étaient 400. 400 lycéens pas contents du tout après la parution des projets de décrets d'application de la réforme Haby. Alors, hier, ils ont occupé la mairie de leur ville, Béziers. Et fait de la salle du conseil municipal leur quartier général. Même qu'ils ont saucissonné sur place et amené des guitares. Une occupation pacifique, qui a pourtant un peu effrayé la directrice du service administratif, qui n'a pu que trouver tout cela « pitoyable ». Mesquine et dédaigneuse...

- **des lycéens occupés** : au Lycée d'Evry (Essonne), pour protester contre l'intervention de la police à l'intérieur de l'établissement après une manif, mardi dernier, les lycéens ont voté l'occupation. A Montauban, contre une menace de fermeture, ceux du Lycée Technique ont pris la même décision. Grève depuis jeudi au lycée d'Epinau contre la suppression de certaines classes.

- **Police contre antifascistes** : hier, des lycéens (nes) du lycée Pasteur de Courbevoie ont été arrêtés par la police lorsqu'ils revenaient de l'exposition antifasciste organisée dans leur bahut. Parce qu'ils « auraient » possédé des barres de fer (???). Les fascistes peuvent attaquer impunément la faculté de Censier et blesser grièvement trois étudiants. N'importe, la police frappe ailleurs.

## Après l'attaque fasciste à St Etienne

### TEMOIGNAGE DU PSU

Le meeting du PSU devait se dérouler en deux temps : débats autour des stands du MDPL, du CLO, du MAN et du Comité national de soutien aux soldats et militants inculpés ; ensuite exposés de deux orateurs dont Jullien d'IDS. L'intervention des fascistes a duré une minute, a fait des dégâts et des blessés mais s'est opposée à une riposte des participants et n'a pu empêcher le meeting de se tenir. Un des membres du PSU de St-Etienne questionné par un correspondant de Rouge a déclaré : « c'est la première attaque contre la Bourse du Travail depuis la guerre d'Algérie. Mais ce n'est pas le premier coup de commando : il a été attaqué déjà le 20 décembre dernier des militants du Comité national qui faisaient signer la pétition pour libérer les soldats. A ce moment là on avait refait une campagne de signatures soutenue et protégée unitairement : les fascistes n'avaient pas osé intervenir cette fois-là. Il y avait 100 personnes. C'est comme ça qu'il faut riposter pour stopper leur prétention de nous empêcher de défendre le droit des soldats à se syndiquer et à s'exprimer. La CGT,

la CFTD et FO ont protesté. Les fascistes n'auront pas le dernier mot. »

### UN ENFANT MORT...

Le 17 mars, dans l'après-midi, un enfant de 18 mois est mort asphyxié à la résidence universitaire d'Antony (...). Une place à la crèche lui avait été refusé alors qu'une crèche de 40 places est fermée sans raison depuis plus d'un an. Le couple frappé par le drame vivait dans une chambre de célibataire de 3 mètres sur 4, bien qu'étant prioritaire pour accéder à un appartement « jeune ménage » dont certains sont laissés vides par le CROUS. Le CROUS a d'ailleurs supprimé en septembre 75 les commissions paritaires d'admission pour les étudiants étrangers. (...) Nous dénonçons l'attitude irresponsable du directeur de la cité qui refuse de nous recevoir nous et les organisations d'étudiants étrangers.

Association des étudiants de la résidence universitaire d'Antony.